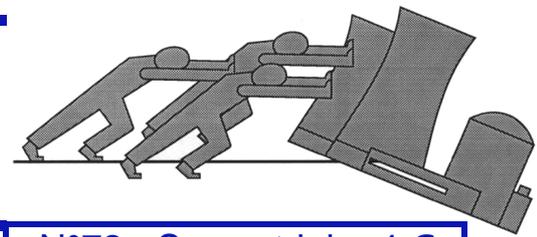


STOP GOLFECH



journal de la coordination antinucléaire du Sud-Ouest

N°72 - Semestriel - 4 €
Septembre 2013



Coordination antinucléaire
du sud-ouest : (CASO)

SAMEDI 28 SEPTEMBRE
10h à 16h - Centre Culturel
28 rue de la solidarité
Moissac
Quelles actions futures
Comment mieux s'organiser

Sommaire p.20

Photo Jim Rowe

www.unpasdecote.org

AVENIR RADIEUX

une fission française

A Toulouse le 14 septembre et le 18 dans le 47 (théâtre du Terrain vague de Villeneuve/Lot). Livre de la pièce+arguments à vendre site ci-dessus

ALBERT JACQUART

interview publiée dans le journal L'Aberration, édité par le Réseau "Sortir du nucléaire" en 2001 :

Pourquoi faut-il vraiment sortir du nucléaire ?

Il faut abandonner le nucléaire en raison de la nature même de cette énergie. Notre organisme sait nous prévenir de la plupart des dangers, pas de la radioactivité. Elle n'est pas détectable par l'organisme humain ! Nous ne sommes ni prévenus, ni immunisés. Si vous manipulez des substances radioactives, vous ne sentez rien. Pourtant, ça brûle. Marie Curie en a fait la cruelle expérience. Elle manipulait du radium à pleines mains et pourtant, elle ne sentait rien. Face à un tel danger des rayonnements, si nouveau, si pervers, seul un effort intellectuel permet de se prémunir. Pourtant, j'admire l'exploit technique que représente une centrale nucléaire. Mais il faut d'abord se poser la question de savoir à quoi tout cela sert. Le nucléaire, c'est un cadeau plus qu'empoisonné. Avec des déchets qu'on veut enfouir dans le sous-sol comme on glisse la poussière sous le tapis, mais pour un million d'années ! Tout ça pour avoir un peu plus d'éclairage dans nos villes ou le long des autoroutes belges.

Que préconisez-vous ?

Le vrai problème, c'est le gaspillage. Nous avons besoin de l'énergie mais elle doit être utilisée au mieux. Il faut s'interroger en permanence sur la finalité de l'énergie. Lorsqu'u-

ne expérience est faite, individuellement, tout va bien. Mais la finalité est perverse. C'est vrai du clonage comme du nucléaire.

Je plaide pour une société qui se pose la question de la finalité de ses choix. Or, on ne s'interroge jamais sur la finalité de l'énergie pas plus qu'on ne pose la question de la bombe atomique. Prenez le cas de la bombe française, qui est censée nous mettre à l'abri. Elle est inutile et néfaste. L'utiliser ? C'est le suicide à coup sûr... C'est un non sens.

Qu'il s'agisse du nucléaire civil ou du nucléaire militaire, les conséquences sont les mêmes : **on est en train d'organiser le suicide à long terme de l'humanité.** Sans que, jamais, on nous ait demandé notre avis. C'est tellement plus efficace quand on ne demande rien à personne ! Il existe une responsabilité collective de ceux qui ont décidé d'imposer ce mode d'énergie.

Le XXe siècle a connu bien des révolutions conceptuelles. Chaque fois que la science fait un progrès considérable, cela a des conséquences sociales. Le XXIe siècle connaîtra des révolutions sociales provoquées par les révolutions conceptuelles du siècle précédent. Mais, il s'agira de révolutions douces visant à transformer les rapports sociaux, d'abord par la mondialisation de l'éducation puis par celle de la démocratie. Il faut repenser la démocratie mondialisée. »



un spectacle de/par
NICOLAS LAMBERT

Un accident nucléaire est irréparable



Préparer l'opinion à accepter un accident est criminel



un seul plan possible

- l'arrêt du nucléaire*
- une transition énergétique sans nucléaire et effet de serre

*rapport Cour des comptes (Janvier 2012) :

« continuer le nucléaire reviendrait aussi cher que l'arrêter »

Libérons-nous du nucléaire

PPI à Golfech : Et encore une mascarade !!

Les autorités et EDF ne sont plus dans une stratégie d'éviter un accident sur une centrale nucléaire mais dans la stratégie de gestion de l'accident .

Est-il indispensable de rappeler que celui de FUKUSHIMA a maintenant plus de 2 ans et que , contrairement à ce que les autorités annoncent , il s'aggrave de jour en jour , menaçant la santé sur tout l'hémisphère nord.

Faut-il rappeler que la somme « provisionnée » par EDF pour indemniser les populations est dérisoire et ne dépasserait pas 250 € par habitant ? (1,5 milliards d'€ divisés par 60 millions d'habitants)

Abandonneriez-vous votre maison avec en tout et pour tout une telle somme dans la poche ?

Une seule solution à la gestion d'un accident, c'est qu'il n'ait pas lieu !

Exigeons l'arrêt total des centrales nucléaires et la mise en place immédiate d'une politique d'arrêt du nucléaire et de gestion d'une transition énergétique durable.

Rappel : Suite au bruit bizarre et inquiétant entendu autour de Golfech le 25 août 2013, personne n'a pu donner un renseignement aux personnes inquiètes... service PPI préfecture de Montauban : 05 63 22 82 75 ; com centrale de Golfech : 06 17 42 28 95



Faisons de notre territoire un territoire à énergie positive (TEPOS) - exemples en France : www.territoires-energie-positive.fr/ www.biovallee.fr/ www.pays-sud-bourgogne.fr/quest-ce-que-le-reseau-tepos/ Communauté de Communes du Mené : energies.ccmene.fr/ 02 96 31 47 11

Distribution de flyers lors de la réunion organisée par EDF et la préfecture (voir ci-dessus)

« L'exercice de crise nucléaire ne mobilise pas la population »

voir : <http://www.ladepeche.fr/article/2013/09/07/1703954-valence-agen-exercice-crise-nucleaire-mobilise-population.html> (7-9-13-Valence-d'Agen) 3 villages prévus par le PPI (avec une partie de Valence) : Gasques, Auvillar et St Loup soit une infime partie de la population concernée par le périmètre de 30km prévu au départ ; on distribue aussi le 16 septembre dans ces villages.

L'âge de Golfech

C'est le 18 juin 1993 que l'unité de production n°2 de la centrale de Golfech a été couplée au réseau (production des premiers kWh sur le réseau EDF). L'unité n°1 avait été couplée pour sa part au réseau le 7 juin 1990. autres dates marquantes de l'histoire de Golfech qui comprend deux unités de production de 1300 MW .

Début de la construction (génie civil): novembre 1982 pour la tranche 1, janvier 1985 pour la tranche 2.

Première divergence (démarrage du processus de fission dans le cœur du réacteur): 24 avril 1990 pour la tranche 1, 21 mai 1993 pour la

tranche 2.

Mise en service industrielle : 1er février 1991 pour la tranche 1, 4 mars 1994 pour la tranche 2.

Premiers arrêts des unités de longue durée avec visite complète de l'installation: 1er février 1992 pour la tranche 1, 25 mars 1995 pour la tranche 2. Premières visites décennales: 23 mars 2001 pour la tranche 1, 12 juin 2004 pour la tranche 2. Deuxièmes visites décennales: 24 mars 2012 pour la tranche 1, programmée pour avril 2014 pour la tranche 2. La Dépêche du Midi

(voir p.20 le film qui retrace une partie de la lutte)

L'industrie nucléaire manque de main d'œuvre (3-07-2013)

le bilan annuel du centre de formation communautaire des Deux-Rives, dans le Tarn-et-Garonne, qui comprend les métiers du nucléaire, a été l'occasion pour les entreprises prestataires du secteur nucléaire de faire savoir leur inquiétude quant au manque de travailleurs qualifiés.

Malgré la crise, le secteur nucléaire recrute massivement, comme l'a expliqué le responsable de la politique industrielle du site nucléaire de Golfech (Tarn-et-Garonne), Christian Julien. Selon lui, «avec l'impact du post-Fukushima et l'opération grand carénage entrepris par EDF, les besoins en terme de maintenance vont doubler dans les dix ans. Ils devraient créer 10 à 15000 emplois en France, dont 2 à 3000 pour les centrales du quart Sud-Ouest, au sein de nos entreprises prestataires. C'est la raison pour laquelle chez EDF nous essayons déjà de donner de la visibilité aux entreprises qui interviennent dans nos centrales sur 5 à 7 ans.»

Si le groupe EDF a déjà prévu et organisé ces besoins en salariés, en lançant d'importantes campagnes d'embauches (6000 emplois créés en 2012 et le même nombre est prévu pour 2013), les petits prestataires, qui ont moins de moyens, font face à une terrible pénurie de main-d'œuvre. Un déficit de travailleurs incompréhensible en période de crise, où le chômage atteint des records ! « Nous manquons de robinetiers, de chaudron-



niers, de soudeurs, de personnels capables de travailler sur les machines tournantes », se plaint ainsi Dominique Marillat, animateur du GIE Atlantique (le groupement d'intérêt économique rassemblant les entreprises prestataires d'EDF pour les centrales nucléaires de Golfech, Civaux et Blayais (...)) (photo JMBaylet et m.Calafat).

Grand central : les travailleurs du nucléaire dans un film

Synopsis : De petits boulots en petits boulots, Gary est embauché dans une centrale nucléaire. Là, au plus près des réacteurs, où les doses radioactives sont les plus fortes, il tombe amoureux de Karole, la femme de Toni. L'amour interdit et les radiations contaminent lentement Gary. Chaque jour devient une menace.

La réalité est tragique pour les travailleurs sous-traitants :

A Dampierre, avec les "nomades" du nucléaire Le Monde.fr | 26.04.2011 • Mis à jour le 12.07.2013 ; voir aussi p.

10 À 15 FOIS PLUS EXPOSÉS QUE LES AGENTS EDF

Il reste que les prestataires du nucléaire sont ceux qui, statistiquement, prennent le plus de doses sur l'ensemble de leur carrière, en moyenne de 10 à 15 fois plus que les agents EDF, selon Annie Thébaud-Mony. Et bien que les limites de 16 mSv soient aujourd'hui respectées, on manque de recul quant à l'effet sur la santé d'une exposition cumulée à de petites doses radioactives. Surtout qu'il est difficile pour les médecins et statisticiens de garder la trace des "nomades" du nucléaire et donc d'étudier les risques.

Sur l'ensemble de sa carrière, Olivier Boulanger a pris plus de 500 mSv. Il estime être dans la moyenne (voir aussi p.6, article proposé par Philippe Cruzel)

« Uranium appauvri un tueur très présentable » (titre d'un documentaire) dvd Sophie Montani sophie@systemtv.fr ; System TV, 45/47 rue Paul Bert, 92100 Boulogne

Pétition internationale pour l'interdiction des armes à l'uranium appauvri (en anglais)

http://web.bandepleteduranium.org/campaign/person.php?id=1&id_topic=1

SYRIE: L'hypocrisie et le mensonge des ETATS-UNIS et de la France qui vont utiliser des armes CHIMIQUES ET RADIOACTIVES avec l'emploi de l'uranium « appauvri » !

Pour agir « ponctuellement » après l'utilisation d'armes chimiques par la SYRIE (cf.version officielle), un comble démoniaque va être franchi par les ETATS-UNIS et la FRANCE...ils vont utiliser des armes à l'uranium « appauvri » qui sont, par leurs composés, CHIMIQUES ET RADIOACTIVES.

Le comble de l'horreur va s'accomplir d'une manière machiavélique ! COMMENT ?

Avec l'utilisation de différents missiles et notamment les missiles TOMAHAWK voire CRUISE ou PHALANX.

Si des aéronaves interviennent (A-10, MIRAGE, RAFALE ou hélicoptères APACHE et TIGRE) des bombes et missiles seront lancés sous les génériques GBU et AASM principalement et sous d'autres formes pour les hélicoptères.

Toutes ces armes contiennent de l'uranium « appauvri » !

Ce sont les seules technologies actuelles qui permettent des interventions RAPIDES et en PROFONDEUR dans leurs cibles.

Lorsque les cibles sont atteintes, les armes explosent et se consomment à 5000°C et libèrent tout un panel de micro-particules CHIMIQUES ET RADIOACTIVES.

Les sols, les eaux et les populations sont ainsi contaminés pour des millions d'années si l'on se réfère à certains éléments radioactifs. Il en résulte une augmentation très importante des cas de cancers, de leucémies, de mutations génétiques et notamment parce que l'ADN est irrémédiablement touché.

La faune, la flore et les humains sont donc touchés « pour l'éternité » si l'on peut dire.

On en a d'ailleurs eu des « exemples » dans les BALKANS, en IRAK, en BOSNIE, etc.

L'utilisation militaire de l'uranium appauvri viole la Législation Internationale Humanitaire actuelle, incluant les principes qu'il n'y a pas de Droit illimité au choix des moyens et méthodes de guerre (Art.22 Convention VI de LA HAYE-HCIV; Art.35 du Protocole Additionnel de GENEVE-GP1), l'interdiction de causer d'inutiles souffrances et des blessures superflues (Art.23&HCIV, Art.35&2GP1), la guerre aveugle (Art.51&4C et 5bGP1), aussi bien que l'utilisation de poison ou d'armes empoisonnées.

Le déploiement et l'utilisation de l'uranium « appauvri » dans les armes violent les principes de protection des Droits Internationaux Humains et Environnementaux. Ils contredisent le Droit à la vie établi par la résolution 1996/16 du Sous-Comité à l'ONU des Droits Humains.

Les Etats s'abritent derrière le « paravent » MENSONGER des rapports de l'Organisation Mondiale de la Santé, du Programme des Nations Unies pour l'Environnement, de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique et de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord...pour dire que les armes à l'uranium appauvri sont des armes conventionnelles et ne sont ni chimiques ni radioactives et ne sont interdites par aucune Convention Internationale !

C'est, par exemple, la récente réponse du Ministre de la Défense français pour affirmer d'une manière MENSONGERE que la FRANCE « n'a jamais utilisé ces armes et pas au MALI » !... alors que, pour qui sait reconnaître les armes sous les fuselages avant l'envol, la FRANCE a UTILISE DES ARMES A L'URANIUM APPAUVRI AU MALI !

Or, il existe en FRANCE l'IRSN (Institut de Radioprotection et de Sécurité Nucléaire) qui a sorti un rapport le 30 juillet 2008 intitulé: « Uranium, properties and biological effects after internal contamination » ou « Uranium, propriétés et effets biolo-

giques après une contamination interne ». Cette étude très documentée présente notamment les effets de l'Uranium appauvri sur le champ de bataille ! (lire plus loin sur mon blog).

Ces réponses sont donc SCANDALEUSES, MENSONGERES et CRIMINELLES puisqu'elles devraient être considérées comme des CRIMES CONTRE L'HUMANITE aux yeux de la Législation Internationale !

Dans les missiles TOMAHAWK, se trouve de l'uranium « appauvri » pour une masse de 300KG!

On peut imaginer la quantité de poussières d'uranium qui se répand dans l'atmosphère et dans les zones d'impact après l'explosion et la destruction des armes à 5000°C !

LAMIREAU Thierry, lesoufflecestmavie.unblog.fr

Réalisateur du film « URANIUM EN LIMOUSIN »

Auteur d'articles pour le GSIEN (Groupement de Scientifiques pour l'Information sur l'Energie Nucléaire)

Je suis à l'origine de l'émission « Pièces à conviction » de FRANCE3 « URANIUM: le scandale de la FRANCE contaminée » qui avait fait tant de bruit il y a 4 ans (11 février 2009) pour parler de diverses pollutions radioactives en FRANCE. J'en suis à l'origine parce que des journalistes avaient lu un article personnel paru dans « La Gazette Nucléaire » du GSIEN et j'avais également participé à l'émission. Enseignant t.lamireau@yopmail.com

Communiqué de Presse du 11 septembre 2013 de l'association pacifiste Négajoule!

Menace d'intervention militaire en Syrie

En Syrie, la France veut franchir la ligne rouge sans déclaration de guerre ni l'aval du conseil de sécurité de l'ONU. Une violation de la charte de l'ONU serait un grave précédent. Notre pays possède des armes de destruction autrement plus massive et viole le Traité d'Interdiction des Essais Nucléaires en cherchant à perfectionner et diversifier son armement nucléaire au laser Mégajoule (Gironde). Qui nous punira ?

L'intervention se fera-t-elle au moyen du nouveau missile Scalp de croisière naval (équivalent au Tomahawk américain, technologie que ne maîtriseraient ni la Russie ni la Chine) testé au Centre d'Essai des Landes le 1er juillet 2013 ? La menace de frappes est un acte terroriste en soi car il instille la peur dans les populations civiles menacées. Ce ne sont pas les dirigeants syriens qui seront atteints dans leur chair, mais toujours les mêmes : les femmes et les enfants.

Où sont la démocratie et l'indépendance de la France quand son président attend le vote du congrès étasunien en refusant le vote du parlement français ?

L'association Négajoule ! demande au gouvernement français de renoncer à l'emploi des forces armées, de respecter le droit international et de prendre toutes les initiatives politiques possibles pour contribuer à l'obtention d'un cessez-le-feu et l'instauration d'une paix durable. Maudite soit la guerre ! Jean-Marc Louvet pour Négajoule! negajoule.free.fr

Photo de Jim Rowe, le torii de la paix devant Golfech (28-4-13)



« Exigez ! un désarmement nucléaire total » (éditions Stock) : Albert Jacquard et Stéphane Hessel

Avec la question syrienne et la menace d'intervention contre les armes chimiques se posent 2 préalables essentiels pour être audibles par les peuples : interdire les armes chimiques oui mais aussi les armes nucléaires, à l'uranium enrichi etc.. (bref le désarmement) et changer le fonctionnement du conseil de sécurité qui consacre certains pays et leur veto (ndlr)

NON, MONSIEUR LE PRÉSIDENT, ON NE PEUT PAS PENSER CE QUE L'ON VEUT DE L'ARME NUCLÉAIRE DE LA FRANCE

Jean-Marie MULLER*

Ce 28 mars, aussitôt l'intervention télévisée de François Hollande terminée, je reçois le mail d'un ami du MAN qui écrit :

« Mauvais soir...Hollande à l'instant :

« La défense nucléaire, il faut la conserver et même la moderniser. » »

À vrai dire, cette mauvaise nouvelle n'est pas nouvelle. Au demeurant, mon ami le reconnaît lui-même : « On le savait depuis le début de la campagne... » Ce fut en effet une promesse du candidat Hollande. Et le Président François est bien décidé à tenir cette promesse-là... Tous les chefs d'État des pays dotés de l'arme nucléaire ne cessent de tenir ce langage. Même le gentil Barack Obama, dans son discours prononcé à Prague le 6 avril 2009, aussitôt après avoir « affirmé clairement et avec conviction l'engagement de l'Amérique à rechercher la paix et la sécurité dans un monde sans armes nucléaires. », a pris soin de préciser :

« Ne vous méprenez pas : tant que ces armes existeront, nous conserverons un arsenal sûr et efficace pour dissuader tout adversaire. » Pareil raisonnement est étrange : car enfin les armes n'existeront-elles pas tant que les États-Unis ne renonceront pas à en posséder ?

Il ne faut donc pas nous méprendre : dès lors que tous les Chefs d'État nucléaires affirment haut et fort leur détermination à conserver leurs armes nucléaires et à les moderniser, il est illusoire d'espérer dans un avenir prévisible la signature d'une Convention internationale sur l'élimination mondiale des armes nucléaires. Pour l'heure, nous ne pouvons rien attendre des décideurs politiques pour qu'ils agissent en faveur du désarmement nucléaire. C'est aux citoyens de chaque pays nucléaire de prendre le pouvoir afin de contraindre démocratiquement les chefs d'État.

Revenons aux propos tenus par François Hollande ce 28 mars :

« Sur la défense, je suis chef de l'État et chef des armées.(...) Je sais ce qu'est l'indépendance nationale parce que la France est un grand pays qui peut décider seul. (...) Nous avons une arme nucléaire. On peut penser ce que l'on veut de cette arme nucléaire. Je sais qu'il y a un certain nombre de nos concitoyens qui y sont hostiles. Moi, je leur dis : « C'est notre protection, c'est notre garantie. Il faut la conserver et même la moderniser. » (...) Autonomie de décision, protection du territoire, dissuasion : il faut maintenir. » »

C'est certainement la première fois qu'un Président de la République française reconnaît explicitement que des citoyens français sont hostiles à l'arme nucléaire. Une analyse rigoureuse des propos présidentiels fait apparaître clairement que cette hostilité ne vise pas l'armement nucléaire mondial, mais bien l'arme nucléaire de la France... Il faut sans aucun doute vouloir le désarmement total, mais ne demander que le

désarmement mondial, n'est-ce pas encore s'accommoder de quelque manière de l'armement français ? Hostilité bien ordonnée commence par soi-même... Il ne peut donc s'agir que des Français qui exigent le désarmement nucléaire unilatéral de la France... Cette déclaration vaut reconnaissance. Jusqu'à présent, le langage politiquement correct faisait valoir qu'il existait un véritable « consensus » par lequel tous les Français adhéraient au catéchisme de la dissuasion nucléaire. Nous savons désormais qu'il n'en est rien. François Hollande ne suggère nullement que ces Français ne seraient que des « pacifistes » irresponsables. Il semble reconnaître la légitimité de leur pensée : « On peut penser, affirme-t-il, (c'est moi qui souligne) ce que l'on veut de cette arme nucléaire... Ce ne fut donc pas un « bon soir » pour les partisans du désarmement nucléaire unilatéral de la France, mais, au moins, il leur est reconnu le droit de sortir de la « pensée unique »...

Ceci étant dit dans un premier temps, ne faut-il pas dans un second temps pendre à revers la



déclaration hollandaise ? Rien n'est moins sûr en effet que l'on puisse « penser ce que l'on veut » de l'arme nucléaire de la France... Pour ma part, je n'envisage nullement que l'on puisse penser raisonnablement que l'arme nucléaire soit moralement acceptable... Il convient ici de nous ressouvenir de la résolution de l'Assemblée Générale de l'ONU du 24 novembre 1961 : « Tout État, est-il affirmé, qui emploie des armes nucléaires et thermonucléaires doit être considéré comme violant la Charte des Nations Unies, agissant au mépris des lois de l'humanité et commettant un crime contre l'humanité et la civilisation. » Certes, par elle-même, la dissuasion n'est pas l'emploi, mais elle est l'emploi de la menace, et l'emploi de la menace comporte directement la menace de l'emploi. Dès lors que l'emploi de l'arme nucléaire serait un crime contre l'humanité, la menace de l'emploi est déjà criminelle. Et la possession même de l'arme nucléaire, dont la seule justification est la menace de son emploi, est elle-même illégitime. Il faut donc penser que l'arme nucléaire n'est pas une arme légitime de défense mais une arme criminelle de terreur, de destruction, de dévastation et d'anéantissement.

Donc, je n'envisage pas non plus que l'on puisse raisonnablement penser que l'arme nucléaire soit « notre protection », « notre garantie ». En réalité, l'arme nucléaire ne nous protège d'aucune des menaces qui pèsent sur notre société, et surtout pas de la menace « terroriste

». Au-delà de l'im-moralité intrinsèque de l'acte nucléaire, il est essentiel de prendre conscience de son in-faisabilité substantielle. Il est remarquable que les responsables politiques qui justifient la dissuasion nucléaire feignent d'envisager sereinement la possibilité de l'emploi de l'arme nucléaire sans prendre aucunement en considération quelles seraient les conséquences absolument dramatiques de ces frappes nucléaires pour les autres et pour nous-mêmes, pour la terre et pour l'humanité. Ils sont dans le déni le plus total de la réalité des destructions illimitées qui seraient provoquées. Non, l'arme nucléaire n'est pas une protection, elle est une menace. La Grande Menace, selon l'expression de Jean Lurçat. À l'évidence, il n'existe aucun scénario dans lequel le chef d'État français pourrait raisonnablement recourir à l'arme nucléaire. Inutilisable en temps de crise, l'arme nucléaire est inutile en temps de paix.

Je n'envisage pas non plus que l'on puisse penser raisonnablement que le coût de la dissuasion nucléaire soit acceptable, tout particulièrement au regard de la crise financière à laquelle notre société doit faire face. Ces dernières semaines, des rumeurs faisaient état de coupes sombres dans les dépenses militaires. De nombreux parlementaires, dans l'opposition comme dans la majorité, ont relayé l'indignation des militaires et des industriels qui voyaient dans cette réduction purgative un abaissement de la France. Lors de son intervention télévisée, François Hollande a voulu les rassurer en annonçant que « nous dépenserons en 2014 exactement le même montant qu'en 2013 », c'est-à-dire un peu plus de 30 milliards. Ce qui signifie que les milliards consacrés au maintien et à la modernisation de l'arme nucléaire française – il s'agit de quelque 4 milliards par an – continueront de peser gravement sur l'équilibre du budget de la France. Là encore, le désarmement nucléaire de la France serait bien-venu.

En définitive, l'arme nucléaire est une idole, celles et ceux qui lui rendent un culte sont des idolâtres. Et il est toujours difficile de briser les idoles. La croyance des hommes en l'arme nucléaire comme symbole de la puissance est l'un des plus formidables envoûtements auquel l'humanité ait jamais succombé. Il signifie l'aliénation de la conscience, l'asservissement de la raison et s'apparente à un véritable ensorcellement.

Il importe de prendre la mesure de l'ampleur de la tâche : pour renverser le régime nucléaire, il faut que les citoyen(ne)s osent organiser un véritable coup d'État pacifique par lequel ils prennent le pouvoir. L'analyse d'Étienne de La Boétie vaut parfaitement pour l'État nucléaire : il n'a de pouvoir que grâce à la collaboration volontaire de ceux qui lui sont asservis. Il suffirait qu'ils décident de ne plus vouloir lui être assujettis pour qu'il s'effondre de lui-même.

Le 30 mars 2013

Porte-parole national du Mouvement pour une Alternative Non-violente (www.jean-marie-muller.fr). Le MAN a pris l'initiative d'une campagne en faveur du désarmement nucléaire unilatéral de la France :

www.francesansarmesnucleaires.fr.

Association Française des Malades de la Thyroïde

Bourret, le 5 août 2013

Objet : Rupture de stocks de lévothyrox Enquête épidémiologique en Corse

Madame Marisol TOURAINE Ministre des affaires sociales et de la Santé

Jamais nous n'aurions cru cette situation possible en France... Une rupture de stocks sur des médicaments vitaux ! Il y a 3 ans nous avons été reçus par cette firme pour discuter sur la vente de leurs produits depuis l'accident de Tchernobyl

Effectivement leur vente a explosé de 1 patient sur 50 à 1 sur 10 à 8 selon les régions entre 1980 et 2010 , chiffres confirmés par les perquisitions de madame la Juge Marie Odile Bertellat Geffroy, **donc un français sur 8 est tributaire de ce traitement pour sa SURVIE...**

La firme Merck nous avait confirmé suite à nos questionnements, qu'un stock était gardé en lieu sûr, pour plus d'un an de traitement pour la population...

Cette situation ne serait-elle pas créée volontairement par une guerre de laboratoires et un dictat des grossistes qui risque encore de coûter cher humainement parlant aux citoyens, qui se trouvent pris comme otage d'un système, notre association a pris volontairement des cobayes pour se traiter avec le produit de substitution avec des endocrinologues à la clef , afin de constater que le générique pour bon nombre d'entre nous était sous dosé, il a fallu plusieurs prises de sang pour retrouver une TSH correcte..... Combien cela a-t-il coûté à la CPAM pour une différence de prix négligeable entre le générique et le traitement classique, (d'autant plus que le générique selon des journalistes bien informés appartiendrait au nouveau laboratoire du frère d'une haute personnalité politique ?)

Nous vous demandons d'agir au plus vite pour régulariser cette situation qui risque d'amener un mouvement de panique intolérable dont les pharmaciens subissent de plein fouet la colère citoyenne et bien évidemment eux n'y seront pour rien.

D'autre part, nous sommes déçus de votre réaction sur l'enquête épidémiologique menée en Corse par des scientifiques italiens soutenue par pas mal de scientifiques internationaux. C'est franchement méprisant pour le travail fourni !

Nous l'avons bien compris, nos politiques ne vont pas se tirer une balle dans le pied. Il faut être pro AREVA

Les scandales sanitaires en France ne sont pas une question de gauche ou de droite, c'est une question de santé aux mains des multinationales pharmaceutiques et autres (d'ailleurs l'affaire Jérôme Cahuzac, est gênante à ce propos, alors qu'il était conseiller technique au cabinet du ministre des Affaires sociales Claude Évin, au sein duquel il était chargé des relations avec la direction de la pharmacie et du médicament certains chuchoteraient que le laboratoire Pasteur aurait fait un appel du pied pour que les stocks de sang contaminé soient employés avant que le laboratoire Abbott prenne le marché avec son sang chauffé ... Une question de six mois on connaît la suite...)

La France a tout misé sur le nucléaire, le seul pays au monde à y aller tête baissée quitte à y sacrifier sa population.

Alors regardons humblement autour de nous comment font les autres pays profitant de notre savoir faire dans les énergies renouvelables.

Où ce sont des français qui ont créé le premier four solaire en 1970 à Font Romeu... Allez voir au Qatar comment cette technologie est employée.

Nous avons créé la première marée motrice regardez en Corée

et Angleterre comment ils font...

Gilles de Genes et la récupération des photons allez voir en Allemagne les baies vitrées récupératrice d'électricité Maintenant on sait que l'avenir de nos enfants est menacé par l'orgueil et une fois de plus le pouvoir de l'argent.

Si on a le culot de dire que les scientifiques italiens ne sont pas crédibles.... Quel manque d'humilité. A-t-on oublié qui étaient Leonard de Vinci, Avogadro, Giordano Bruno, Gallilée, Alessandro Volta, Torricelli.... Et l'esprit même de la Renaissance, alors qu'en France la Renaissance.... Ceux qu'on met en épingle aujourd'hui ont dû s'exiler.... Voltaire Hugo...

Même Marie Curie si elle n'avait pas été soutenue par Solvay le chimiste Belge, elle était considérée comme une mécréante polaque pour la Sorbonne....

N'oubliez pas que la France a été classée à la 21ème place au niveau de la qualité de l'enseignement européen juste avant la Grèce...

Alors ceux qui se réclament des humanistes ne seraient-ils pas devenus les dogmatiques moyenâgeux de l'inquisition, l'histoire

de la science est celle de pages qu'on tourne, d'humilité et de raison, nous n'avons plus l'esprit des lumières mais du pognon et des arrangements fallacieux.

C'est parce que nous aimons notre Pays et pour qu'il retrouve une énergie indépendante et un profond respect de l'humain que nous nous battons.

Nous vous demandons instamment, Madame la Ministre, de fournir une explication crédible et fondée scientifiquement à l'explosion des maladies thyroïdiennes en France, dont le premier indicateur est

l'envolée de la consommation du Levothyrox depuis 20 ans. Nous vous demandons de justifier les propos que vous avez tenus à l'Assemblée Nationale en dénigrant le travail de l'équipe des chercheurs italiens en réponse à la question de Paul Giacobbi.

L'Europe sera saisie, devant le négationnisme de la France concernant les conséquences de Tchernobyl, le recours aux instances européennes s'impose.

Nous voulons un moratoire concernant le nucléaire, garder un Etat démocratique est un éternel combat.

Le registre officiel des cancers de l'isère affiche une augmentation des cancers papillaires de la thyroïde de 800% en 20 ans cela sans aucune explication valable ni étude épidémiologique explicative.

Madame La Ministre des Affaires Sociales et de la Santé, nous croyons dans un dialogue constructif, et si nous vous écrivons aujourd'hui, c'est parce que nous avons encore espoir de pouvoir porter notre pierre à l'édifice de notre société et faire évoluer les choses.

Dans l'attente de votre réponse veuillez agréer Madame la Ministre l'expression de notre profond respect.

Chantal L'HOIR Présidente Fondatrice de L'AFMT (centre photo de SAM—Golfech 28-4-13)

BP 1 82700 BOURRET Permanences du lundi au vendredi de 9 h à 12 h au tel : 05 63 27 50 80 et 03 84 52 25 08

Tchernobyl et la Corse: circulez, il n'y a pas de retombées sanitaires / Après Marisol Touraine, l'IRSN invalide les résultats d'une étude commandée par la collectivité territoriale de Corse sur les liens entre les cancers de la thyroïde et le passage du nuage de Tchernobyl en 1986.

<http://www.slate.fr/life/75830/tchernobyl-corse-nucleaire-pas-de-retombees-sanitaires> (30-7-13)



Nucléaire : EDF condamné pour le cancer d'un employé

Le Monde.fr avec AFP | 08.09.2013 **EDF a été condamné pour la première fois pour "faute inexcusable" pour le cancer du poumon contracté par un employé de la centrale nucléaire de Dampierre-en-Burly (Loiret).** "La maladie professionnelle dont était atteint Jean-François Cloix ayant entraîné son décès est la conséquence d'une faute inexcusable de la société EDF", indique le tribunal des affaires de sécurité sociale d'Orléans dans un jugement rendu le 27 août et révélé dimanche 8 septembre par Le Journal du Dimanche.

M. Cloix, qui avait travaillé dans la centrale durant trente ans comme chaudronnier, est mort en 2009, à 53 ans. Dans le cadre de ses fonctions

d'agent EDF, il avait été soumis à de faibles doses de rayonnements ionisants. Le tribunal d'Orléans a estimé qu'EDF n'apportait pas la preuve que le cancer de son employé mort ne pouvait pas être lié aux doses de radioactivité qu'il avait reçues, malgré la présentation de "nombreuses documentations scientifiques" et les mesures "incontestables" de sécurité sanitaire mises en place dans les centrales.

EDF FERA APPEL
Le fait que le salarié fumait, cause première de cancer du poumon, ne dispulpe pas davantage l'entreprise, selon le jugement. "Même si assurément le tabagisme est un des facteurs concourant incontestablement à la même maladie, il n'exclut nullement au contraire le facteur résultant de l'exposition aux rayons ionisants, les facteurs se cumulant et augmentant les risques", juge le tribunal dans sa condamnation. (...)



Encore les faibles doses...

46 études scientifiques épidémiologiques s'étendant sur une quarantaine d'années viennent d'être passées en revue par deux scientifiques, le Professeur Timothy Mousseau (Biologiste basé à l'Université de Caroline du Sud) et son collègue Anders P. Moller (CNRS, Université de Paris-Sud). Pour la première fois une étude permet de franchir la barrière des doutes et du hasard et des explications pro-atomistes. La méta-analyse scientifique affirme qu'aucune dose de radioactivité n'est anodine. La théorie relativement récente et inattendue selon laquelle de faibles doses de radioactivité seraient sans conséquences aucunes sur le plan sanitaire voire même dans certains cas bénéfiques se trouve ainsi une nouvelle fois contredite.

La méta-analyse scientifique affirme qu'aucune dose de radioactivité n'est anodine

Le Professeur Timothy Mousseau (3) et son collègue Anders P. Moller (4) ont passé en revue une quarantaine d'études épidémiologiques, les revalidant sur le plan scientifique une seconde fois après leur publication initiale. Une sorte de couche de validation scientifique supplémentaire.

Chaque étude indépendante validée pour la méta-analyse a du notamment comporter :

- Un échantillon significatif de population (la cohorte) exposée involontairement à des irradiations naturelles quantifiables (fréquemment des descendants Alpha d'actinides majeurs comme le Radon, le Thoron...)

- Un groupe de contrôle géographiquement et socialement proche exposé à des doses plus faibles voire courantes de radioactivité

- Une quantification rigoureuse de ces différentes doses d'exposition dans les différents groupes

- Des résultats statistiques suffisamment détaillés permettant de rapprocher les différents résultats

- Au moins une conséquence susceptible d'être radio-induite, par exemple des modifications génétiques cellulaires, la prévalence de cancers, leucémies ou encore de malformations congénitales comme la Trisomie 21 (Downs Syndrom) ou la polydactylie (doigts ou orteils surnuméraires)

Des méta-résultats statistiquement significatifs... Et l'amplification de tendances auparavant peu évidentes

Non seulement les études initiales se

sont ainsi vues confirmées sur le plan statistique mais leur compilation ont également permis de franchir la barrière du doute, du hasard et des explications alternatives : le lien entre la radioactivité et l'apparition de maladies est a priori devenu incontestable, à moins de remettre en cause à la fois l'étude de Moller & Rousseau et les études initiales, ce qui commencerait à faire beaucoup de travail...

Cette compilation d'études scientifiques a également permis d'éliminer le « facteur de bruit » qui entravait fréquemment les études initiales en augmentant considérablement la portée des comparaisons effectuées entre les différents groupes : comme les effets constatés restent relativement faibles, il est nécessaire pour les mettre en évidence de travailler sur des échantillons de population importants, ce qui n'est pas toujours facile dans le cadre d'une étude épidémiologique nationale ou mineure 5. Les effets constatés

Les catégories d'affections ainsi corrélées par l'étude de Mousseau sont nombreuses : maladies immunitaires, effets physiologiques, mutations cellulaires, maladies diverses et parfois inattendues... L'amplification fournie par la méta-analyse permet de révéler des corrélations qui étaient auparavant incertaines et de ce fait très critiquées par une partie des analystes scientifiques.

Aucun effet de seuil

Même les très bas niveaux de radioactivité sont dangereux pour la santé humaine, affirment les deux scientifiques réputés. Leur analyse a porté sur une quarantaine d'études s'étalant sur autant d'années et effectuées dans des pays divers dont les disparités de radioactivité « naturelle » (1) sont significatives (2).

Le Professeur Mousseau est catégorique : à la suite de la méta-étude effectuée, Aucun effet de seuil n'a pu être mis en évidence, fermez le ban. La théorie relativement récente et inattendue selon laquelle de faibles doses de radioactivité seraient sans conséquences aucunes sur le plan sanitaire (6) voire même dans certains cas bénéfiques (théorie de l'effet Hormésis) se trouve ainsi une nouvelle fois contredite.

Vingt fois le bruit de fond, c'est vingt fois plus d'affections radio-induites dans la population !

Si nous reprenons

l'analyse étonnante des autorités Japonaises et reprises par une partie de la communauté scientifique selon laquelle des populations exposées à moins de 20 mSv / an (radioactivité pré-accidentelle déduite) seraient miraculeusement à l'abri de toute affection radio-induite, nous en tirons évidence – à l'éclairage de cette étude – la conclusion évidente qu'il ne s'agit de rien d'autre que d'un mensonge d'État, dénué de toute valeur scientifique et qui ne vise qu'à rassurer une population en souffrance et surtout, surtout à limiter le montant des énormes compensations financières versées par l'opérateur récemment nationalisé (7).

Sources : Even Low-Level Radioactivity is Damaging, Scientists conclude, sciencedaily, 13/11/12 - The effects of natural variation in background radioactivity on humans, animals and other organisms, Tim. Mousseau (USC) & Anders P. Moeller (CNRS, UPS), onlinelibrary, 8/11/12 - Event Tiny Level of Radiation is Harmful, radiologydaily, 15/11/12 (1038)

(1) Nous guillemons à propos car il arrive que la RA naturelle soit nettement aggravée par les trifouillages humains, par exemple la radiocontamination au Radon-222 et dans une moindre mesure du Radon-220 encore appelé « Thoron », isotope descendant quant à lui de la chaîne du Thorium, nettement moins prospecté et dont la prospection uranifère effrénée a un temps participé à la dispersion

(2) Notamment la France (Lodève), l'Iran (Ramsar), le Kenya (Monbasa) et la Chine (Yangjiang)

(3) Biologiste basé à l'Université de Caroline du Sud, Timothy Mousseau a déjà travaillé sur les conséquences de la catastrophe Fukushima, notamment dans une étude sur les oiseaux co-financée par le CNRS

(4) CNRS, Université de Paris-Sud

(5) Par opposition aux études épidémiologiques majeures dont les effets sont importants voire dramatiques, comme les maladies contagieuses

(6) Théorie reprise ad nauseam à la suite de la catastrophe de Fukushima-Daichi

(7) Estimation de 5 trillions de Yens en 2011 / 2012



Synthèse du rapport annuel de surveillance de l'environnement 2012 du C.N.P.E. de Golfech

Au lecteur : dans la tradition, cette synthèse peut comporter quelques erreurs ou imprécisions indépendante de la volonté de son auteur. Merci de votre compréhension et de vos critiques. -

Réalisé pour Stop Golfech par Marc Saint-Aroman – septembre 2013 –

- **Note préalable** : EDF, dans son rapport 2013 sur l'année de fonctionnement 2012, persiste et signe en minimisant le nombre « d'événements significatifs » survenus sur la centrale nucléaire de Golfech comme elle le fit en janvier dernier : leur nombre a pourtant pratiquement doublé d'une année sur l'autre. La catastrophe de Fukushima ayant montré l'échec d'une des plus grandes puissances mondiales dans la gestion du nucléaire, il nous paraissait évident que tous les travailleurs de ce secteur au monde seraient affectés : en effet, selon EDF, 80 % des événements déclarés auraient une origine humaine. Quelques mois plus tard, le 19 novembre 2011, nos craintes étaient renforcées par une dépêche du Monde : les salariés des « équipes postées » d'Edf, techniciens, opérateurs et chargés de consignation de la centrale étaient à 100 % des effectifs en grève pour un motif inquiétant : « le retour de la sérénité au travail » dans le secteur de l'énergie nucléaire, mise à mal depuis la catastrophe de Fukushima. »

Force est cependant de constater que le vieillissement des installations atomiques se surajoute à ces problèmes humains et que ce vieillissement n'est pas pour rien dans cette augmentation puisque l'Autorité de Sécurité Nucléaire note, par exemple, que près de 100 départs de feu sont survenus sur le parc nucléaire français en 2012 : la plupart des départs de feu ont eu

lieu sur des équipements électriques.

- **Le Mot du chef de mission environnement** - Le responsable note une activité intense pour 2012 avec un visite décennale sur le réacteur n° 1 – un arrêt pour rechargement sur le réacteur n° 2 durant 45 jours – une intervention sur le poste de transformation d'énergie du réacteur n°2 durant 15 jours – Les opérations ont été compliquées, précise le cadre, par l'indisponibilité du four d'incération de Centraco pour les déchets dits très faiblement radioactifs, oubliant de rappeler que le four avait été mis à l'arrêt suite à son explosion qui a tué un sous-traitant et en a blessé trois autres. Pour ce qui est de la chimie, alors que plusieurs centaines de tonnes de résidus de produits chimiques hautement toxiques ont été rejetés dans la Garonne, le chef parle de... 145 g d'hydrate d'hydrazine ! L'été 2012 a connu des températures de l'air élevées doublées de niveaux très bas de la Garonne : comme la réglementation a été assouplie en 2006, les réacteurs ont pu continuer de fonctionner. Le chef environnement écrit : « Mais cette sécheresse a été totalement indolore pour la sûreté et la disponibilité du CNPE qui a poursuivi sa mission de producteur d'électricité dans le respect total de réglementiel réglementaire ; » : la nouvelle loi laxiste accredit ces propos mais la suite est pour le moins incongrue : « sans impact sur la faune, la flore et sans rejets de dioxyde de carbone. »

Vient ensuite le tour du fluide frigorigène « **le même que celui qui se trouve dans nos réfrigérateurs domestiques** » alors si c'est si proche de nous tout va bien, sauf que la quantité rejetée à travers 6 "incidents" en 2012 représente 595 620 kg équivalent CO2 - Voir § 13 -

- Rejets :

Atmosphère : effluents radioactifs gazeux : - Tableau – 1 -

Radioéléments	Rejets 2012 en Gigabecquerels par an	Limite annuelle en Gigabecquerels par an
Carbone 14	318	1 400
Tritium	1 190	8 000
Gaz rares	870	45 000
Iodes	0,024	0,8
Autre Produits de fission ou d'activation émetteurs bêta ou gamma	0,0098	0,8

Garonne : effluents radioactifs liquides : - Tableau - 2

Radioéléments	Rejets 2012 en Gigabecquerels / an	Limite annuelle en Gigabecquerels/ an
Carbone 14	20,5	190
Tritium	48 800	80 000
Iodes	0,00814	0,10
Autre PF et PA	0,23	25

Rejets des résidus chimiques associés aux résidus radioactifs : - Tableau - 3 -

Produits chimiques	Résultats 2012 en kilos	Limites de rejets annuels
Acide borique (H ₃ BO ₃)	5 551	25 000
Hydrate d'hydrazine	0,145	80
Morpholine (en C ₄ H ₉ ON)	304	1 000
Azote total	1 921	4 500
Phosphates (en PO ₄)	177	1 000
Métaux totaux (Zn, Cu, Mn, Ni, Cr, Fe, Al)	21	145
Lithine	0,415	

Golfech : bilan 2012(suite)

- Sur la base de courbes du para-

graphe 9, on peut noter une mauvaise répartition des rejets sur l'année avec des pointes mensuelles : pour le seul mois de mai, suite à l'arrêt d'un réacteur, 19 % des 5 551 kg d'acide borique ont été rejetés en Garonne. Pour la morpholine, 34 % du rejet annuel s'est effectué au seul mois en mai.

- **Prélèvements d'eau dans la Garonne** : 191 millions de m³ ont été turbinés dans la Garonne et 35,4 millions évaporés.

A noter que pour une évaporation moyenne de 2,95 millions de m³ par mois sur l'année, ce sont toujours les mois qui connaissent l'étiage qui connaissent le plus d'évaporation avec respectivement 4,6 millions de m³ évaporés pour août et 4,1 pour septembre.

- **Rejets thermiques** : il est toujours mentionné qu'en été, l'augmentation de température de l'eau de refroidissement ne peut

exéder 1,25°C : comme écrit maintes fois dans Stop Golfech la référence de température amont est fautive puisque située sur un canal d'aménée en béton, véritable chaufferette pour les eaux et que la température aval est calculée : toutes ces mesures ne valent absolument rien sur le plan scientifique mais le but reste qu'Edf S.A. puisse continuer ses affaires commerciales : nous sommes très loin de la situation américaine où le réacteur n° 2 de Milestone (Long Island aux États-Unis) a été arrêté le 12 août 2013 suite à un dépassement instantané des 24°C réglementaires !

- **Rejets liés au traitement biocide** : comme d'habitude tout va bien puisque les amibes pathogènes *Naegleria fowleri* (Nf) sont restées toute l'année en dessous de 100 Nf/l au pont de Lamagistère (1 km en aval des rejets de la centrale).

Pour le flux rejeté en 24 h :

Flux 24 h mesuré au rejet en kilos			
	Moyenne	Maximum	Limites arrêtées
Chlore résiduel total	0,2	9,5	220
Chlorures	529	1 490	3 300
Sodium	343	965	2160
Ammonium	0,2	2,7	73
AOX halogène organique adsorbable	1,6	7,9	75
Nitrites	30,6	258,1	1 130
Nitrates	362	1085	3 035

Rejets liés au traitement anti-tartre : ce traitement a nécessité l'injection d'acide sulfurique au niveau des aéro-réfrigérants qui est resté « conforme aux autorisations » c'est à dire inférieur à 24 000 kilos par 24 heures !

Rejets des stations d'épuration : le 31 mai 2012, la Demande Biologique en Oxygène a dépassé l'autorisation de 214 % mais, comme le débit de la Garonne était élevé, « l'impact a été nul sur la faune et la flore » affirme EDF.

• Bilan des mesures de surveillance réalisées sur les rejets et dans l'environnement :

- **Surveillance de la radioactivité** : pour EDF, sur la base de ses propres mesures et celles du laboratoire Vétérinaire Départemental, et pour l'année 2012, il n'y a pas de détection « de niveau de radioactivité significatif dans l'environnement ».

- **Surveillance de l'impact des rejets chimiques** : EDF ne fait pas de commentaire et renvoi au bilan hydrobiologique 2012 joint en annexe 8 et au bilan ichtyologique en annexe 7.

• Comparaison des résultats des mesures dans l'environnement aux mesures initiales :

- **État de référence 1986/1987** : il est indiqué de façon traditionnelle que depuis 2008, le suivi radioécologique du bassin de la Garonne du laboratoire SUBATECH montre un marquage de l'environnement imputables aux retombées de l'accident Tchernobyl et à celles plus anciennes des essais atmosphériques effectués dans les années 50 à 80.



• Comparaison au bilan annuel réalisé par l'IRSN en 2011 : L'ombre de Fukushima

- Synthèse radioécologique Golfech. Dans la tradition ce sont les résultats 2011 qui sont fournis dans le rapport 2013.

Pour EDF « la radioactivité artificielle détectée dans l'écosystème terrestre est due à la présence de ¹³⁷Cs. Il provient principalement des retombées des anciens aériens d'armes nucléaires et de l'accident de Tchernobyl et plus récemment des conséquences de l'accident de Fukushima. Ce constat est conforté par la détection sporadique de ¹³⁴Cs dans une mousse terrestre et une herbe de pâturage et systématique de ¹³¹I dans les bryophytes terrestres prélevés au mois d'avril lors du passage des masses d'air contaminées en provenance du Japon. »

En conclusion du paragraphe EDF écrit : « En 2011, aucun marquage lié à la présence du C.N.P.E. de Golfech n'a été mis en évidence dans le milieu terrestre.

« Dans l'écosystème aquatique le ¹³⁷Cs est présent en 2011 dans tous les compartiments aussi bien en amont qu'en aval de l'installation. Les activités décelées sont supérieures à l'amont du C.N.P.E. En 2011, on constate également la détection de ¹³⁴Cs dans les bryophytes aquatiques prélevées à l'amont de l'installation. Ces observations témoignent des conséquences de l'accident de Fukushima. »

Comme les Amis de la Terre l'avaient vérifié par des analyses en Garonne en 2009, contrairement aux affirmations préfectorales rassurantes, les rejets en iodes radioactifs des hôpitaux et cliniques toulousaines perdurent en Garonne en 2012.

EDF reconnaît quand même sa responsabilité sur la teneur en carbone 14 et en tritium de la Garonne.

Estimation des doses reçues par la population : EDF produit toujours des calculs théoriques qui montrent un impact sur les riverains totalement négligeable : 1,1 pour mille des 1mSv pour la population la plus exposée : **il faudra chercher ailleurs que dans les rapports d'Edf pour tenter de trouver l'explication à l'excès de leucémies infantiles dans le périmètre de 5 km des centrales atomiques françaises..**

Golfech : bilan 2012 (suite)

A noter, dans les opérations de maintenance que des travaux seront engagés sur les pompes SEC, pompes vitales pour le réacteur.

Incidents ou anomalies environnement : Le nucléaire se défend pas mal en matière de gaz à effet de serre : en 2012, pour les seuls chlorofluorocarbones la centrale nucléaire de Golfech a rejeté l'équivalent de 595 620 kg équivalent CO₂ en 6 "incidents". Voici, sur la base des données d'Edf :

3 rejets de **r22** (pouvoir de réchauffement de 1 700) : 24 kg - 48,1 kg et 24 kg - soit 163 370 kg équivalent CO₂,
- 1 rejet de **r404a** (Pouvoir de 3 260) : 40 kg soit 130 400 kg

équivalent. CO₂, (classé niveau 0)

- 1 rejet de **r407c** (1 525) : 30 kg soit 45 750 kg équivalent. CO₂,

- 1 rejet de **R134a** (1 300) : 197 kg soit 256 100 kg équivalent. CO₂.

- **État des trois barrières :**

- **Première barrière : gaines de combustible :**

Comme à chaque épisode d'arrêt, l'environnement reçoit sa cote part de radionucléides que l'on aperçoit ici (surlignés par le rédacteur) suite à la baisse miraculeuse d'activité du circuit primaire. Cette activité entre l'arrêt et le démarrage est sensiblement divisée par deux... au détriment essentiel de l'environnement.

			Réacteur 1	Réacteur 2	
Activité fluide primaire	Gaz rares	Max cycle précédent	397	1 433	MBq/t
		Fin cycle précédent	386	1 380	"
		Début cycle en cours	380	638	"
	Iode 134	Max cycle précédent	242	798	"
		Fin cycle précédent	203	798	"
		Début cycle en cours	118	240	"
	Eq iode 131	Max cycle précédent	59	175	"
		Fin cycle précédent	50	175	"
		Début cycle en cours	30	57	"
	Alpha	Max cycle précédent	<0,4	0,41	Bq/l
		Fin cycle précédent	<0,4	<0,4	"
		Début cycle en cours	<0,4	<0,4	"
Assemblages combustibles fuyards		Découverts à l'arrêt	0	1	Nb
		Rechargés	0	0	Nb

Deuxième barrière : circuit primaire :

			Réacteur 1	Réacteur 2
Fuites primaire		Taux de fuite moyen	Fuites quantifiées ; 33 l/h	Fuites quantifiées ; 34 l/h
Fuites primaire		Taux de fuite moyen	Fuites non quantifiées ; 21	Fuites non quantifiées ; 33
Nombre de tubes de GV obturés		Taux de fuite moyen	< 0,5 l/h	< 0,5 l/h
	GV1	Nombre	30	10
	GV2	Nombre	14	3
	GV3	Nombre	20	12
	GV4	Nombre	27	25
	GV1	Nombre	18	0
	GV2	Nombre	11	0
	GV3	Nombre	0	0
GV4	Nombre	0	0	

Troisième barrière : Enceinte de confinement :

		Réacteur 1	Réacteur 2
Fuites lors de la dernière épreuve d'enceinte	Valeur	126,9 Nm ³ /h	53,6 Nm ³ /h
	Date de l'épreuve	Mai 2012	Août 2004
	% par jour	0,92	0,38
Qf 60 max cycle précédent	Valeur	- 3,4 Nm ³ /h	- 3,0 Nm ³ /h
Test des traversées enceintes	En début d'arrêt	1,464 Nm ³ /h	1,045 Nm ³ /h
	En fin d'arrêt	2,22 Nm ³ /h	1,333 Nm ³ /h



Révélation de Stop Golfech sur les tricheries d'Edf :

– remerciements particuliers ici aux informateurs qui ont le courage de nous transmettre des données qui montrent comment EDF ne vaut pas mieux aujourd'hui que l'industriel Tepeco avant Fukushima et comment une catastrophe atomique en France ne sera gérable que sur le plan d'une communication mensongère -

Un document confidentiel fuyard de chez EDF nous montre comment l'entreprise tripatouille les résultats des taux de fuite de la vitale troisième barrière de confinement constituée par les enceintes de confinement des réacteurs de 900 MW :

• Page 89, "*les résultats à l'étanchéité obtenus sur les 900 MW sont bons car nous faisons tout ce qu'il faut pour que l'épreuve soit réussie. En particulier, nous revoions certaines vannes au papier de verre avant l'épreuve. Une seule fois, nous avons fait un essai de vannes en fin de cycle à Fessenheim, sans les retoucher préalablement.*

Les résultats ont été catastrophiques et n'ont pas été publiés. C'était pire que les 1300 MW. Nous obtenions un taux de fuite de 3%"...

• Page 81: "*la double enceinte des 1300 constitue un bâtiment à fuites contrôlées et non pas une enceinte étanche*".

Nous sommes bien loin de la communication EDF suite à Fukushima qui parle des "*3 barrières étanches*"! Fait remarquer notre informateur.

• Page 87: "*toutes les mesures sur les enceintes restent très théoriques, car nous testons l'enceinte dans une configuration qu'elle n'a pas en réalité*".

Et enfin l'apothéose dans le cynisme :

Page 94, "*Le système 900 est excellent pour obtenir de bons résultats d'épreuves. Il peut s'avérer moins bon pour résister à un accident*".

http://groupes.sortirdunucleaire.org/IMG/pdf/note_info_prevention_des_risques_mars2011.pdf
http://groupes.sortirdunucleaire.org/IMG/pdf/Rex_M_Costaz-GC_enceinte.pdf

Développement de la biodiversité : ce paragraphe mérite quelques secondes d'attention car on y apprend qu'Edf a une très forte sensibilité environnementale puisque l'entreprise a engagé en partenariat pour la défense de la tortue indigène (la cistude), la stérilisation des œufs de goélands et la mise en place d'un second nichoir pour le couple de faucons-pèlerins...

Campagne thermie : comme d'habitude, R.A.S. pour EDF qui écrit « en 2012, la température de 28°C n'a jamais été dépassé en valeur moyenne journalière sur les points situés en aval du CNPE » [...] « aucune différence significative d'abondance de poissons n'est relevée entre les différentes stations. »

Annexe 1 : dossier de presse GOLFECH 2012

Traditionnel satisfecit dans ce dossier. Nous retiendrons le taux de disponibilité à 73,14 % (17,7 milliards de kWh).

Le nombre « d'événements significatifs » est limité à 25 - dont un 1 de niveau 1 - par EDF alors que l'opérateur en a déclaré 38 à l'Autorité de sûreté nucléaire.

Pour l'exposition des travailleurs la dose moyenne reçue par 1 000 salariés (Dosimétrie collective) a été de 0,68 hSv par unité de production et aucun intervenant n'aurait dépassé la dose de 18 mSv qui représente 18 fois la limite annuelle autorisée pour le public suite à une exposition artificielle...

Un paragraphe est consacré au « retour d'expérience » de Fukushima avec la volonté de renforcement des marges de sûreté par rapport : - aux risques séismes et inondations - à la perte simultanée des sources de refroidissement et des alimentations électriques - aux conséquences d'accidents graves -

Concrètement un « plan d'action qui s'étalera sur plusieurs années » comprend :

- la mise en place d'une « Force d'action rapide du nucléaire », FARN qui veut accréditer l'idée qu'un Zoro pourra sauver ce qui ne peut pas l'être et que l'on peut donc aujourd'hui continuer les affaires atomiques,
- une évolution des centres locaux de crise pour gérer les événements extrêmes,

- la mise en place d'un « processus d'appel d'offres pour la fabrication de diesels d'ultime secours » qui devraient être mis en place avant 2018.



Au total EDF prévoit 10 milliards d'euros pour ces investissements pour « **l'ensemble du parc nucléaire, dont la moitié était déjà prévue dans le cadre des travaux relatifs à la durée de fonctionnement des tranches à partir de l'atteinte de 40 ans d'exploitation.** » : à peine passée la pilule de décision unilatérale d'Edf d'assurer le prolongement de durée de vie des réacteurs des réacteurs de 30 à 40 ans, voici donc qu'il est question d'investissements pour aller encore plus loin dans la durée de fonctionnement : tout cela reste très théorique

car ces réacteurs sont en bout de course. Les près de 100 incendies survenus sur les réacteurs français en 2012 en sont une preuve tangible.

Les États-Unis qui ont quelques mois d'avance sur la France dans la construction des centrales en font la démonstration à travers la récente fermeture du site de San Onofre et bientôt de celui de Yankee. C'est la baisse des coûts de l'énergie suite à l'exploitation des gaz de schistes qui est mise en avant pour expliquer ces arrêts mais ce sont bien les problèmes technologiques insurmontables qui en sont la cause : à San Onofre par exemple, les générateurs de vapeur qui ont été montés neufs - à grand coût d'irradiation humaine - sont affectés par la présence de milliers de tubes fuyards.

Les photos des pages 2,5,6 (bas)10,11,12, 20 (chorale) sont de Marc St Aroman

Annexe 2 : paramètres radioactifs Golfech : bilan

Note : ce sont comme toujours les données d'Edf qui sont reproduites, pas celles d'un organisme indépendant. Pour les résultats voir les tableaux 1 et 2 en début de cette synthèse. Nous profitons du fait qu'Edf édite un tableau sur le rabattage du tritium vers la Garonne au bénéfice de l'atmosphère, au motif improbable que l'on respirait plus d'air que l'on ne boirait d'eau, pour rappeler qu'il y a une curieuse coïncidence entre la date où ce procédé a été mis en œuvre par EDF (cautionné par le gendarme du nucléaire) et celle de l'apparition de leucémies infantiles.

En effet, en France, une étude de « National Geographic » sur la période 1990-1998 a été réalisée mais n'a pas trouvé d'association entre l'incidence de leucémie infantile aiguë de l'enfance et la proximité de sites nucléaires.

Par contre une autre étude cas-témoin (Géocap) sur la période 2002-2007, a analysé les risques de leucémie infantile aiguë en fonction de la proximité des centrales nucléaires : **Les leucémies aiguës infantiles ont été significativement associées à la vie à moins de 5 km d'une centrale nucléaire :**

« NPP OR = 1,9 [1,0 à 3,2] » soit 1,9 fois plus de leucémies infantiles que chez les cas témoins).

Pour la période 2002-2007 en France il y a un doublement de la fréquence d'apparition des leucémies infantiles : l'augmentation va jusqu'à 2,2 chez les enfants de moins de 5 ans à l'intérieur d'un rayon de 5 km .

- pour l'ensemble des enfants de 5 à 15 ans, et l'incidence constatée est de 1,9.

- D'après Childhood leukemia around French nuclear power plants – the Geocap study, 2002-2007

Pour en savoir plus : <http://saint.roman.marc.free.fr/Etudes%20%3a9pid%3a9miologiques%20europ%3a9enne.pdf>



Annexe 3 : paramètres chimiques des circuits, stations d'épuration et émissaires

Sont fournies ici les données concernant les produits chimiques associés aux substance radioactives. Voir le tableau 3 pour ce qui est des niveaux de chimie rejetée dans l'environnement.

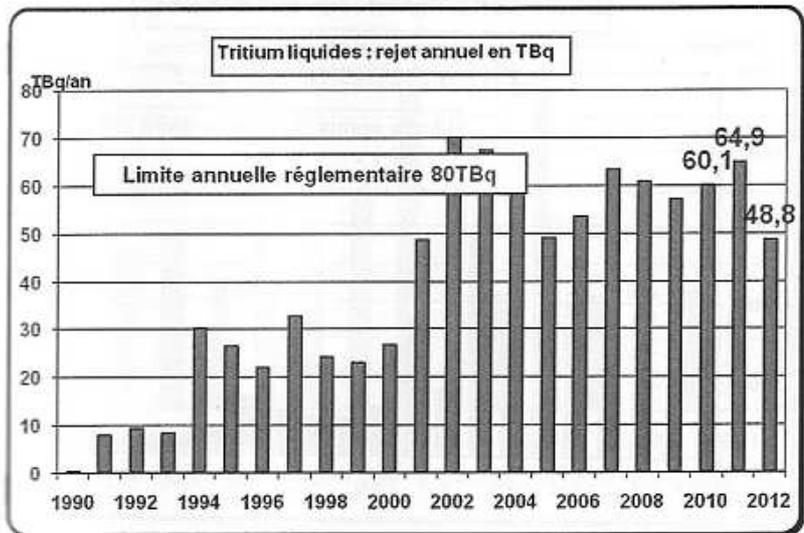
On repère facilement les mises à l'arrêt des réacteurs à travers l'augmentation des rejets de chimie dans la Garonne et, comme EDF a des impératifs d'évacuations de toxiques suite à des capacités de stockage limités, les rejets ne se font pas souvent en fonction de conditions de dilution favorables ni en répartition correctes sur l'année.

Annexe 4 : Surveillance de l'environnement

Les données fournies pour 2012 ne présentent que peu d'intérêt. Pour les eaux souterraines, une seule série d'analyses des

14.2 Rejets liquides

Historique tritium : limite réglementaire 80 Tera becquerels :



Le déstockage du tritium liquide a été engagé début 2001. On constate l'augmentation des activités rejetées pour les liquides pendant que les rejets gazeux diminuent. En 2012, le site a connu des périodes d'arrêts de tranches importantes, ce qui explique la baisse du tritium.

caractéristiques physico-chimique est fournie en juin et une autre en décembre.

Pour l'activité radiologique de l'air aux clôtures et à 5 km de la centrale, les tableaux se cantonnent à la présentation de valeurs moyennes sur un mois et pour les seules activités gamma. Pour ce qui concerne le tritium dans la Garonne, les niveaux à mi-rejet tournent, en permanence, à plus de 50 Bq/l mais il n'y a aucun problème puisque le seuil réglementaire a été placé à un niveau de 280 Bq/l.

Pour la question de la thermie, EDF s'est sauvé des arrêts de réacteurs suite à une réglementation taillée sur mesure en 2006 : la moyenne journalière a quand même frôlé, en juillet 2012, de 81 centième la limite de 28 °C. Pour ce qui est du delta de température amont / aval de 1,25 °C, non pas mesurée mais calculée, **EDF fournit le chiffre fantaisiste 0,54 °C pour juillet et 0,51 °C pour août.**

Annexe 5 : Bilan déchets

- **Faible et moyenne activité :**

7 tableaux très denses, aux caractères microscopiques, fournissent des éléments sur ces déchets : en voici quelques uns :

- 5,2 t de plomb à 104 MBq – 1,12 t de batteries à 22,4 MBq – 33 t de boues de décantation à 58 MBq - **44,8 t de résines échangeuses d'ions (Rei) pour 28 700 MBq** -
- Gravats : 23 t à 2,9 MBq – 4,78 t à 22,8 MBq -
- Filtre eau : - 205 t à 6 022 MBq – Filtres ventilation : - 390 t pour 6 291 MBq (colis finis) 78 t pour 4 708 MBq (non vérifiés) – 405 t pour 6 642 MBq (colis finis) – 122t pour 7 376 MBq (non vérifiés) –

- **Moyenne activité vie longue :**

Le gros de l'activité est constitué par les grappes de contrôle :

- **109 ayant une activité de 168 000 000 MBq**
- **36 à 180 000 000 MBq et**
- **145 à 348 000 000 MBq**

Ce qui reste une énigme totale est pourquoi EDF peut encore écrire, et agir, sans réaction de la part des responsables politiques et de sûreté, que ces déchets sont « en attente de solution » : malgré l'absence de solution aujourd'hui, l'industriel peut continuer à tranquillement en produire...

des nappes

Rien de notable sur l'analyse physico-chimique des nappes phréatiques par le laboratoire EUROFINs si ce n'est une « odeur : léger hydrocarbure » sur la nappe n° 3 prélevée le 31 juillet 2012. A noter aussi une conductivité élevée sur ce prélèvement (810 µS/cm).

Annexe 7 : rapport sur l'ichtyofaune

Les analyses ont été effectuées par le laboratoire d'écologie fonctionnelle de Toulouse (EcoLab). Depuis 2011, c'est l'École Nationale Supérieure Agronomique de Toulouse qui assure le suivi de la faune des poissons et le suivi hydrobiologique. Pour les auteurs : tout va bien : « Ces études n'ont mis en évidence aucun événement hydrobiologique qui soit directement imputable à l'exploitation nucléaire (prise d'eau et rejets liquides). Les effets initialement présumés d'entraînement de poissons (attraction, répulsion) aux points de rejet ne sont pas concrétisés. »

Conditions de fonctionnement de la centrale :**Réacteur 1 :**

- arrêt du 24 mars au 21 juillet (Décennale),
- la puissance a ensuite varié de 90 à 100 % jusqu'à la fin du suivi le 15 octobre.

Réacteur 2 :

- arrêt entre le 15 avril et le 2 mai pour des opérations de maintenance,
- la puissance a ensuite varié de 90 à 100 % avec :

- 27 mai baisse à 400 MW de 4 à 7 h et de 14 à 17 h.

- 9 juin baisse à 500 MW de 2 à 6 h et de 12 à 17 h

- 17 juin baisse à 600 MW de 4 à 7 h et de 13 à 16 h.

Opération de Chloration :

Le réacteur 1 a été traité à partir du 27 juillet en mode continu puis en mode séquentiel à 8 h par jour (2 h de moins qu'en 2011) à partir du 3 août.

Le réacteur n° 2 a été traité à partir du 5 juin 2011 en mode continu puis en mode séquentiel au 12 juin.

Les deux réacteurs ont été traités en continu du 27 au 30 septembre, date d'arrêt du traitement. Dans la tradition encore, aucun poisson n'a été capturé en aval de chacun des plots de rejets chimiques, radioactifs et thermiques. En amont des rejets toxiques, quelques poissons continuent d'être capturés...

Annexe 8 : Surveillance hydrobiologique

- Sur les mesures physico-chimiques seules les valeurs moyennes de nitrates et de Carbone Organique Total (COT) sont supérieures en aval de Golfech à ce qu'elles sont en amont dans le canal d'aménée. Pour les auteurs ces « différences ne sont pas significatives ».

- Concernant la communauté diatomique, les impacts de la centrale sont « très discrets », et les observations sont rendues difficiles notamment par des apports d'origine organique à la station de Bourret.

- Pour les macro-invertébrés, les données montrent une qualité médiocre à la totalité des stations de mesures (Amont, Golfech et aval) avec une dégradation par rapport à 2011 liée à une hydrologie estivale particulièrement déficitaire en 2012 et des fortes températures de fin août.

Annexe 9 : Poste de déminéralisation

Pour 2012, la chimie utilisée pour la déminéralisation aura été de **9 443 kg de perchlorure de fer pur (FeCl3)**

- 163 673 m³ d'eau déminéralisée ont été produits

- Pour la régénération et la neutralisation il aura fallu, en produit commercial :

121,7 t d'acide chlorhydrique à 33 %,

89,3 t de soude à 48 %.

- 143 fosses de déchets chimiques auront été rejetées en Garonne pour un volume de **16 332 m³**.

Pour partie ils étaient composés de 33,86 t d'ions chlore et 17,77 t d'ions sodium.

Comme on peut le mesurer, sur ce seul aspect déminéralisation EDF reste très polluante.

Annexe 10 : Suivi radio-écologique

Pour une distribution à l'été 2013, comme indiqué précédemment, les résultats du laboratoire Subatech concernent l'année 2011 et pas 2012 !

mousses terrestres et production agricole :
- dans les végétaux cultivés il y a systématiquement

de la radioactivité artificielle mesurée en ¹³⁷Cs : 0,21 + 0,16 Bq/kg sec et 0,44 + 0,14 Bq/kg sec dans les salades et de 0,22 + 0,9 Bq/kg sec et 0,17 + 0,05 Bq/kg sec dans les



herbes de pâturages

A bois Grand de Sistel il a été mesuré 2,6+0,8 Bq/kg en ¹³⁷Cs : sur ce cas précis, impossible de mettre en avant les retombées de Fukushima puisque le prélèvement a eu lieu un jour avant la catastrophe japonaise.

Comme ce point ne se situe pas sous les vents dominants, EDF a trouvé la source de la contamination pour s'exonérer : Tchernobyl ! (p 55/170). Dans de l'herbe de pâturage du ¹³⁴Cs a été mesuré.

Alors que le niveau de l'¹³¹I dans deux mousses terrestres prélevées en mars 2011 étaient en dessous du seuil de décision (< à 0,44 + 1,0 et <0,47 Bq/kg sec) le 12 avril, deux nouvelles mousses terrestres ont montré des activités de 16 + 2 Bq/kg sec et 26 + 3 Bq/kg sec.

Lait : le ¹³⁷Cs est le seul radioélément détecté dans le lait à un niveau de 0,0078 + 0,005 Bq/l sec à Astaffort et de 0,013 + 0,007 Bq/l à Merles.

Pour le milieu aquatique :

Sédiments le ¹³⁷Cs est le seul radionucléide détecté et seulement en amont de la centrale à Malause : 2,9 + 0,4 Bq/kg sec.

Poissons : l'eau issue de la lyophilisation d'un poisson analysé en aval présentait une activité en tritium libre de 11 + 2 Bq/l pour 1,0 + 0,6 Bq/l

En conclusion, pour le laboratoire :

- les résultats en tritium, bien que les activités soient supérieures en aval qu'en amont de la centrale, elles ne permettent pas « de déterminer avec certitude une origine anthropique locale. »

- « **En 2011, la radioactivité artificielle détectée dans l'écosystème terrestre est due à la présence de ¹³⁷Cs. Il provient essentiellement des anciens essais aériens d'armes nucléaires et de l'accident de Tchernobyl et plus récemment des conséquences de l'accident de Fukushima. Ce constat est conforté par la détection sporadique de ¹³⁴Cs dans une mousse terrestre et une herbe de pâturage et systématique d'¹³¹I dans les bryophytes terrestres prélevées au mois**

d'avril lors du passage des masses d'air contaminée en provenance du Japon. »

Des remarques similaires sont reproduites pour le milieu aquatique. **Finalement pour le laboratoire, on trouve de la radioactivité artificielle de toutes origines dans l'environnement de la centrale... sauf du site atomique de Golfech**

Annexe 11 : Résultats des contrôles effectués pour le compte de la D.R.E.A.L. : L'étude, est réalisée par le Laboratoire départemental de l'eau. Les mesures physico-chimiques concernent les caractéristiques des eaux superficielles et des eaux usées, Une première série de mesures est effectuée le 6 avril 2012, la seconde le 12 juillet et la troisième le 19 décembre : R.A.S. !

Annexe 12 : Résultats des analyses des stations d'épuration L'étude est réalisée par le laboratoire Eurofins : rien de notable.

Annexe 13 : Bilan de la campagne amibes 2012

Le bilan du laboratoire Capsis est constitué par un très gros pavé très complet : sa dimension est sûrement lié à la spécificité de la question traitée : en effet si des problèmes sanitaires survenaient sur cette question, la centrale serait arrêtée. Pour mémoire, **la Naegleria fowleri est « pathogène par instillation d'eau pour l'homme et peut provoquer une maladie mortelle : la Méningo-Encéphalite Amibienne Primitive (MEAP). »**

CAPSIS décrit les problèmes qu'il rencontre dans le local qui a été mis à sa disposition et qui fait qu'il ne peut plus être classé P3 : - infiltrations d'eau par les plafonds - dysfonctionnement des portes du sas qui n'assurent ni le confinement du laboratoire ni son accès limité - dysfonctionnement du Poste de Sécurité biologique.

Comme les autres années heureusement que cette étude figure dans le rapport puisque c'est le seul endroit où l'on peut enfin connaître les volumes de produits chimiques utilisés pour ce traitement. **Pour les deux réacteurs :**

- **Ammoniacque : 60 m³ pour un poids de 54,6 tonnes**

- **Eau de javel : 392,1 m³ pour 474,5 tonnes**

Ces chiffres montrent le niveau de contamination de l'environnement puisque les résidus ont été dispersés sur une période recoupée sur les deux réacteurs de 116 jours !

Conclusion du rédacteur :

Voici donc une année 2012 conforme à la tradition avec cependant davantage de problèmes techniques concrétisés par un record du nombre d'« événements significatifs » survenus sur le site, beaucoup de rejets dans l'environnement, des contraintes météorologiques estivales importantes pendant lesquelles les réacteurs ont continué, imperturbablement, à fonctionner.

Pour ce qui est de la réalité de la situation interne à la centrale et de son impact sur l'environnement, l'essentiel des données du rapport 2012 proviennent d'Edf S.A. : les révélations de Stop Golfech sur le problème des enceintes de confinement fuyardes de tous les réacteurs atomiques français ne nous incitent pas à faire confiance à la « Société anonyme » Edf. A l'heure de l'écriture de ces lignes, Frédéric Charles, en direct du Japon sur France Culture déclare « **Fukushima qui contamine la confiance dans le nucléaire [...]** » : tout est dit : **les gens meurent en quantité industrielle de l'atome mais ce qui reste important est que l'image de cet atome soit préservée et que les affaires atomiques mortifères puissent continuer...**

Déchargement de gravats radioactifs par la centrale du Bugey : EDF condamnée en correctionnelle (11-9-13)

Nouvelle victoire contre l'impunité de l'industrie nucléaire ! EDF, responsable de multiples négligences ayant conduit, en août 2011, au déchargement illégal de gravats radioactifs au Bugey, vient d'être condamnée par le tribunal correctionnel de Bourg-en-Bresse. (...)

EDF responsable d'un déchargement illégal de gravats radioactifs

Le 9 août 2011, la centrale nucléaire du Bugey, située à 35 km de Lyon, a procédé à l'évacuation d'une benne de gravats radioactifs, pensant qu'il s'agissait simplement de déchets conventionnels, vers une carrière autorisée à recevoir uniquement des matériaux non radioactifs. Quelques minutes après la sortie du camion, la direction de la centrale s'est aperçue de son erreur, mais le conducteur du camion n'a pas pu être révenu avant d'avoir déchargé. Cette erreur a engendré un risque réel de dispersion de radioéléments dans l'environnement : au point de contamination le plus élevé, le niveau de radioactivité était environ 3 fois supérieur au niveau naturel observé sur le site.

Des défaillances inacceptables enfin sanctionnées

Le camion avait pourtant été contrôlé à la sortie de la centrale. **La présence de radioactivité avait alors été détectée, mais le signal sonore et la barrière empêchant la sortie des véhicules ne fonctionnaient pas.** Seul un gyrophare s'est déclenché, mais n'a pas été repéré immédiatement. Les gravats sortis du site le 9 août provenaient d'un local situé sur le chantier de démantèlement du réacteur n° 1 de la centrale du Bugey qui n'était pas identifié comme zone réglementée au titre de la radioprotection. Et pourtant, on a trouvé dans ce local plusieurs sources de contamination radioactive.

Les graves défaillances intervenues dans cette affaire ne sont peut-être que la partie émergée de l'iceberg, la centrale de Bugey ayant multiplié les incidents ces dernières années. **Le Réseau "Sortir du nucléaire", soutenu par Sortir du nucléaire Bugey, a porté plainte le 26 juin 2012,** suite à quoi des poursuites ont été engagées contre EDF et contre le directeur de la centrale pour de multiples infractions à la législation relative aux installations nucléaires et au Code du travail. (...) Ce mardi 11 septembre, EDF est enfin reconnue coupable et condamnée à payer 3750 euros d'amende pour les deux délits au Code du travail, 1500 euros pour la contravention à la réglementation sur les installations nucléaires. Et pour la première fois, le directeur d'une centrale nucléaire est lui aussi condamné : il devra payer 1500 euros pour deux délits au Code du travail et 500 euros pour la contravention à la réglementation sur les installations nucléaires.

Le Réseau "Sortir du nucléaire" et Sortir du nucléaire Bugey se félicitent de ce verdict et espèrent que cette condamnation alertera nos concitoyens sur les dysfonctionnements incessants de l'industrie nucléaire.

Retrouvez tout l'historique de cette procédure : <http://groupes.sortirdunucleaire.org/Bugey-dechargement>

Un groupe de militants de "Stop uranium" a bloqué, ce jeudi matin, un camion de matières faiblement radioactives d'hexafluorure 4, venant du site de la Comurhex à Narbonne. Ils ont été délogés par les gendarmes au bout d'une demi heure.

Cette filiale d'Areva dont l'activité principale est de purifier les concentrés de minerai d'uranium focalise l'attention et la colère des militants écologistes.

Une action symbolique pour bloquer un camion transportant des matières radioactives de faible activité.

"Nous voulons alerter les élus et la population sur le fait que chaque jour, trois à cinq camions transportant du tétrafluorure d'uranium, empruntent les autoroutes A.7 et A.9, sans protection particulière et dans une totale opacité", a dénoncé dans un appel téléphonique à l'AFP Laura Hameaux, membre du réseau qui fédère 940 associations.

Les manifestants, appartenant notamment au collectif Stop Uranium, distribuaient sur place des tracts dénonçant ces transports qui peuvent atteindre, selon eux, jusqu'à "60 tonnes" de tétrafluorure par jour.

Comurhex, filiale d'Areva, procède sur le

site de Malvés à la conversion de minerais d'uranium en tétrafluorure d'uranium destiné à être transformé à l'usine Comurhex du Tricastin.

Malvés "rejette de nombreux produits chimiques et radioactifs dans l'environnement", dénonce Sortir du nucléaire dans un tract, "cette usine, qui pollue et met les populations en danger, doit être fermée au plus vite !". Par Fabrice Dubault - France 3 (12-9-13) <http://languedoc-roussillon.france3.fr/2013/09/12/stop-uranium-mene-action-de-blocage-narbonne>



Le volet juridique du Réseau : Marie Franchisse - Coordinatrice des questions juridiques, notre Juriblog :

<http://groupes.sortirdunucleaire.org/Juriblog>

Quelques exemples d'actions juridiques

L'industrie nucléaire pollue chaque jour en silence, nous avons mis en place une veille quotidienne et un réseau de surveillance sur les installations et les transports nucléaires. Dès que possible, nous engageons des actions devant les tribunaux, pour mettre en lumière les incidents et faire cesser l'impunité des exploitants.

Au fil de la campagne, vous découvrirez les incidents et les dysfonctionnements qui ont touché récemment les installations de l'industrie nucléaire.

26 juillet 2013 : Bugey - Défaillance d'un

capteur de pression d'un groupe électrogène de secours du réacteur 4

Le 1er octobre 2012, l'exploitant de la centrale du Bugey a déclaré à l'ASN un événement significatif pour la sûreté portant sur la détection tardive de la défaillance d'un capteur de mesure de pression équipant un groupe électrogène de secours à moteur diesel du réacteur n° 4. Le Réseau "Sortir du nucléaire" a porté plainte.

19 juillet 2013 : FBFC Romans-sur-Isère - *Violation des règles d'identification, d'entreposage et de transfert interne de matières fissiles humides. La société FBFC a déclaré le 26 septembre 2012 à l'ASN une violation des règles de conditionnement, d'entreposage et de transfert interne de matières fissiles humides au sein de son usine à Romans-sur-Isère. Le Réseau "Sortir du nucléaire" a porté plainte.*



Pour signer la pétition en ligne et en savoir plus sur les actions de l'ONG Makita contre Areva et sur les mines d'uranium :

"Nous n'avons rien à gagner - et tout à perdre - si des mines d'uranium commencent à s'implanter. Pour nous, conserver un environnement propre est tout simplement vital!"

Joan Scottie, co-présidente de l'ONG Makita *

Civoux

Centrale de Civaux : vous avez dit manque de rigueur ?

L'autorité de sûreté nucléaire a été invitée à préciser les critiques formulées par le chef de la division de Bordeaux, hier. En l'absence de l'intéressée.

L'ASN avait évoqué le manque de rigueur dans l'exploitation

de la centrale EDF de Civaux, le mois dernier.

Anne-Cécile Rigail n'était pas présente à Poitiers, hier, pour l'assemblée extraordinaire de la commission locale d'information (CLI) de la centrale de Civaux. La chef de la division de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) de Bordeaux avait délégué son adjoint, Bertrand Frémaux. Ce sont pourtant ses propos qui ont conduit la préfète de la Vienne à convoquer cette réunion exceptionnelle après avoir été publiquement interpellée par le député-maire de Poitiers. « Le fait est qu'à Civaux, il y a culturellement parfois une certaine souplesse avec l'application des règles qui n'est pas acceptable pour un exploitant nucléaire », avait dénoncé Mme Rigail, le mois dernier, au cours d'une conférence de presse organisée à Toulouse. Elle avait aussi précisé que la centrale poitevine d'EDF ferait l'objet d'une « vigilance accrue » : « Nous la contrôlons avec beaucoup d'attention dans la mesure où depuis plusieurs années nous alertions la direction parce que le niveau de culture et de rigueur nous paraissait insuffisant. »

"Le débat est très passionnel"

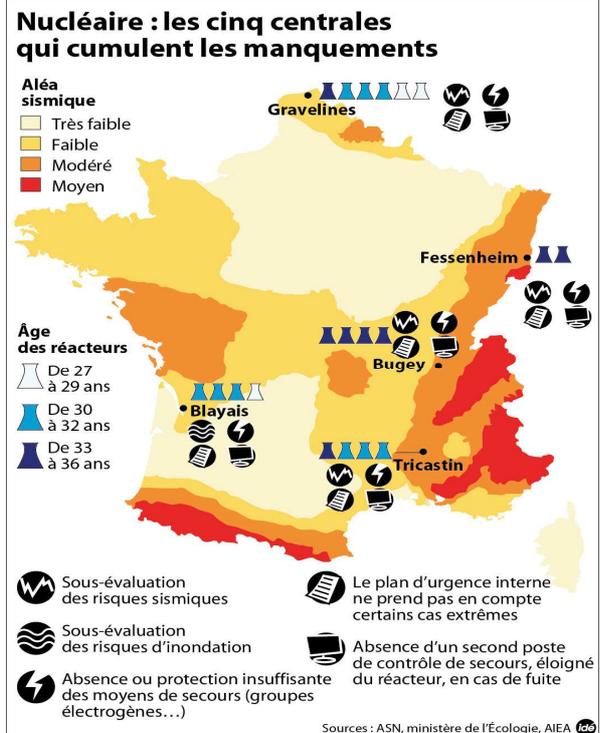
Dans un langage à la fois plus technique et plus diplomatique, Bertrand Frémaux a une nouvelle fois présenté le rapport annuel sur la sûreté nucléaire et la radioprotection en France pour l'année 2012. L'occasion de rappeler les bons et les mauvais points du site de Civaux, en particulier les facteurs organisationnels et humains dans l'exploitation du site et ses conséquences sur l'environnement. Mais là n'était finalement pas le véritable enjeu du rendez-vous.

« Le débat est très passionnel et la communication de l'ASN a suscité une certaine émotion », explique la préfète, Elisabeth Borne. « On a un gendarme exigeant et attentif dans le nucléaire. Il est indépendant et c'est très bien... J'ai quand même de-

mandé à (son) directeur général que les gens pèsent bien la façon dans les termes qu'ils utilisent peuvent être reçus. » Message destiné à Anne-Cécile Rigail, donc, qui avait donc parlé un peu trop fort.

« Tout cela a été très dur à vivre pour les personnels », ajoute le directeur de la centrale de Civaux, Louis Bellegarde. « On a été obligé de tous les réunir pour leur dire qu'ils étaient de bons professionnels et que c'est justement parce qu'ils sont de bons professionnels qu'ils doivent sans cesse s'améliorer. » L'ASN y veillera.. Source : Centre Presse 21/06/2013

<http://www.centre-presse.fr/article-241954-centrale-de-civoux-vous-avez-dit-manque-de-rigueur.html>



EPR et THT liées à l'EPR

Une vanne de sécurité montée à l'envers à l'EPR de Flamanville Le Monde.fr 05.09.2013

Le chantier de l'EPR de Flamanville, dans la Manche, vient à nouveau de subir un contre-temps, à cause d'une pièce montée à l'envers. Il s'agit d'une vanne de sécurité du réacteur en construction, mal assemblée par Areva.

Le 2 juillet dernier, Areva a déclaré à l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) qu'une vanne avait été montée à l'envers. "Ce qui devait être à gauche était à droite, ce qui devait être à droite était à gauche", a dit le directeur de la division de l'ASN de Caen, Simon Huffeteau, confirmant ainsi les informations du Canard enchaîné du 4 septembre. La position du moteur de la vanne était également erronée, selon M. Huffeteau.

UNE PIÈCE UTILISÉE EN CAS D'ACCIDENT Cette pièce, "un équipement qui fait environ deux mètres de long sur un petit mètre de large en terme d'encombrement général", se trouve sur un circuit "de sauvegarde, qui est utilisé en situation accidentelle par exemple", a précisé M. Huffeteau. L'absence "d'une personne compétente en tuyauterie" au moment du montage de la vanne serait en cause, selon le gendarme nucléaire.

L'erreur a entraîné la suspension d'une petite partie des activités sur le chantier, ont annoncé jeudi l'ASN et EDF, maître d'œuvre du chantier.

"Une irrégularité qui n'aura pas d'incidence sur le calendrier, assure un porte-parole d'EDF : "Les travaux sur une seule vanne sont suspendus, mais les autres sont déjà achevés. La suspension concerne cinq ou six personnes, et n'a aucun impact sur le reste du chantier." (...)

De plus, EDF a tenu compte d'"aléas industriels", comme le remplacement des "consoles" (énormes pièces métalliques entourant le bâtiment réacteur, que le groupe a dû remplacer après la détection de défauts) et ses conséquences sur le planning des travaux, qui a



dû être réaménagé, ainsi que de "l'impact financier de l'allongement des délais de construction".

"BRISER LE MYTHE DU NUCLÉAIRE PAS CHER"

La nouvelle d'une hausse des coûts tombe au plus mal pour EDF, alors que le gouvernement socialiste français vient de lancer un débat national sur la transition énergétique qui doit aider à définir la politique énergétique de la France et proposer des pistes pour réduire de 75 à 50 % la part du nucléaire dans l'électricité à l'horizon de 2025. **Le groupe s'est vu en outre infliger lundi pour la première fois une amende de 4 000 euros à la suite d'une fuite radioactive dans une centrale à Golfech (Sud-Ouest).**

"Cette annonce entère la compétitivité de l'EPR face à l'éolien" et "tue aussi la crédibilité de l'EPR à l'export", a déclaré Sophia Majnoni, chargée des questions nucléaires à Greenpeace France. "Voilà qui vient briser le mythe, si cela n'était pas déjà fait, du nucléaire pas cher. Ce sont 8,5 milliards gaspillés et détournés des véritables alternatives. Il faut arrêter les frais et stopper ce chantier qui est absurde", a renchéri auprès de l'AFP Charlotte Mijeon, porte-parole du réseau Sortir du nucléaire. (voir le dossier EPR le flop monumental du site du Réseau sur l'acier lowcost employé entre autre, voir aussi le site du CRILAN). Site du Monde : Mamère l'arrêt du chantier.

Août 2013 : Retour sur l'audience et sur la relaxe prononcée pour un militant anti-THT

Le 25 juillet 2013, comparait à Rennes un militant de la lutte antinucléaire et antiTHT à Rennes. Ce même jour, après en avoir délibéré en fin d'audience, le tribunal l'a relaxé tant pour le refus de donner ses empreintes digitales que pour le refus du prélèvement de son ADN. Retour sur l'audience.

<http://antitht.noblogs.org/1219>

100 000 M3 DE DECHETS ATOMIQUES À HAUTE ACTIVITÉ ET À VIE LONGUE POURRAIENT ÊTRE ENFOUIS À 500M SOUS TERRE À BURE EN MEUSE/Haute MARNE SI ON LAISSE FAIRE. On sait d'avance que le sous-sol n'est pas fiable, que Cigéo la poubelle nucléaire fuira un jour, que la radioactivité remontera à la surface, mais les promoteurs du nucléaire ont besoin de dire que le nucléaire est « propre » et sait gérer ses déchets pour assurer sa survie.

ACTUALITE : 2013 = ANNEE FAUX DEBAT PUBLIC !

Ce débat public est fait pour faire accepter Cigéo/BURE avec toutes ses nuisances. Il n'est en aucun cas un rendez-vous démocratique car tout est déjà décidé.

La Coordination BURESTOP dénonce ce rendez-vous de dupes. Une quarantaine d'associations et organisations soutiennent son appel à

boycott.

LE FIASCO

Suite à la mobilisation croissante de nombreuses personnes, les 8 réunions publiques de juin/juillet ont été annulées.

La CNDP a tenté de poursuivre en organisant des réunions publiques « discrètes » dans des petites communes. Celles de juillet sont annulées face à la poursuite de la mobilisation.

VIGILANCE !

Septembre, la CNDP annule les réunions publiques prévues sur d'autres sites en France. Elle annonce que le débat se poursuivra via des réunions/débat sur internet les mercredis soir et une conférence de citoyen. A suivre... www.villesurterre.com - www.stopbure.com - <http://pandor.at/> - www.burestop.eu

Fukushima : Frédéric Charles, en direct du Japon sur France Culture « Fukushima qui contamine la confiance



Janick MAGNE, Française expatriée au Japon depuis 35 ans est professeure d'université à Tokyo. Très impliquée depuis la catastrophe de Fukushima, elle a été candidate EELV aux législatives pour les Français vivant à l'étranger. Actuellement en France, elle en profite

pour témoigner de la situation japonaise et fait notamment une tournée en Bretagne ; elle accepte de revenir dans le Cotentin qu'elle a déjà arpenté en 2012.

Infatigable observatrice de la situation à Fukushima et au Japon et en appui sur son exposition photo, elle porte témoignage sur le vécu des réfugiés de la zone interdite. Prenant le contrepied de ceux qui voudraient nous faire croire que « les incidents de Fukushima » ne sont qu'un aléa dans l'aventure nucléaire, Janick montre que la catastrophe de Fukushima est toujours en cours. Contraire-

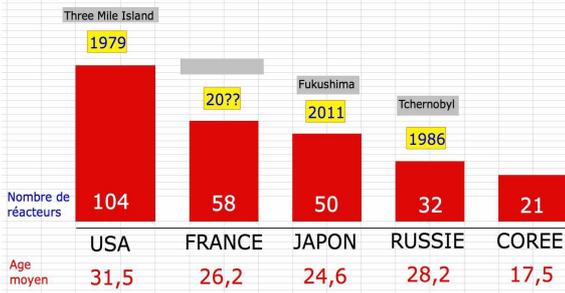
ment aux affirmations officielles, cette catastrophe ne connaît pas de fin : la contamination des airs et des mers s'étend. Les futures victimes ne sont pas nées, et les effets ne sont pas encore connus.



Janick Magne mène une analyse politique sur le lobby nucléaire qui est aux commandes au Japon et en France. Ce lobby conduit tout simplement le monde à de terribles catastrophes écologiques, humaines et sociétales. Un sursaut s'impose ! (4-9 -13) **Janick MAGNE** : <http://leblogdejeudi.fr/tag/janick-magne>

Voir aussi : http://www.gentside.com/fukushima/fukushima-les-transformations-inquietantes-des-legumes-fruits-fleurs-et-animaux-exposes-aux-radiations_art52760.html

A quand la prochaine catastrophe nucléaire ?



Depuis près de deux ans et demi, des nouvelles aussi alarmantes que déprimantes arrivent de la centrale nucléaire de Fukushima, accidentée lors du tsunami du 11 mars 2011.

Alarmantes, elles le sont par leurs conséquences : le 22 août, l'opérateur Tokyo Electric Power (Tepco) a estimé à 30 000 milliards de becquerels la quantité d'éléments radioactifs (césium et strontium) contenus dans les eaux souterraines qui se déversent dans l'océan Pacifique depuis mai 2011. Le 21 août, l'Autorité de régulation du nucléaire avait qualifié d'"incident grave" le déversement dans le Pacifique de 300 tonnes d'eau contaminée d'un réservoir défectueux. Sortant de son attentisme, l'organe de surveillance des activités nucléaires a finalement mis en cause Tepco deux jours plus tard pour ne pas avoir surveillé suffisamment ses réservoirs. Première conséquence : la pêche au large de Fukushima, qui avait repris en juin, sera arrêtée en septembre.

C'est par le manque de transparence qu'elles révèlent que ces nouvelles sont déprimantes. En décembre 2011, les autorités nucléaires avaient affirmé que la centrale était "stabilisée" ; ses réacteurs avaient été déclarés "en état d'arrêt à froid". Mais, depuis, surviennent à répétition des problèmes si graves que l'on peut se demander si, dans sa gestion des suites de l'accident, Tepco n'est pas en train de créer un nouveau désastre.

Aux carences de Tepco, visiblement dépassé par l'ampleur de la catastrophe, s'ajoute la passivité de l'Etat, qui semble plus préoccupé par le redémarrage des centrales (48 sur 50 sont à l'arrêt) et les futurs contrats d'exportation de la technologie nucléaire nipponne que par le plus grave accident nucléaire depuis celui de Tchernobyl (1986).*

Lire : "Fukushima : le ministre de l'industrie sur place"

En tournée au Proche-Orient à partir du 24 août, le premier ministre, Shinzo Abe, vante auprès de ses interlocuteurs les "enseignements" tirés de l'accident de Fukushima pour promouvoir la technologie nucléaire japonaise... Au vu de la situation de la centrale accidentée, l'argumentaire paraît quelque peu affaibli, sinon déplacé. L'attentisme de l'Etat dans la gestion de la catastrophe et le manque de poigne de l'Autorité de régulation nucléaire, supposée à sa création (octobre 2012) être plus armée que la précédente instance pour se faire entendre, entament la crédibilité du Japon

à l'extérieur", écrit le quotidien Asahi.

En octobre 2012, Tepco avait fini par reconnaître avoir minimisé les risques de tsunami par crainte de devoir fermer la centrale pour procéder à des travaux. Depuis se sont succédés des révélations sur des dissimulations, des demi-vérités ou tout bonnement des mensonges de l'opérateur avant et après l'accident. Les autorités s'interrogent sur les causes de l'accident – attribué à une catastrophe naturelle qui en fut certes le déclencheur –, sans se poser de questions sur les responsabilités humaines de ce drame, alors que l'enquête d'une commission parlementaire a montré qu'il était prévisible ; ou, à tout le moins, que des mesures auraient pu être prises pour en limiter les effets. Le profit est la règle pour une entreprise, mais peut-être pas au prix d'une mise en danger de vies humaines comme l'a fait Tepco (et sans doute d'autres opérateurs qui n'ont pas eu la "malchance" de subir une catastrophe naturelle) : 150 000 personnes évacuées des zones contaminées vivent toujours dans des logements provisoires.



COUPABLE ABSENCE DE TRANSPARENCE

Tepco est confronté à des problèmes énormes et le dévouement sur le site de ses employés et de ceux des entreprises sous-traitantes qui prennent des risques considérables doit être salué. Mais la direction continue à chercher à traiter cette catastrophe "en interne", avec une coupable absence de transparence. Quel que soit le jugement que l'on porte sur les avantages ou non de l'énergie nucléaire et sur la sécurité ou non qu'elle offre, la catastrophe de Fukushima incite à s'interroger sur la gestion de cet outil, à tout le moins dangereux, par les opérateurs et les Etats. Avec Fukushima, le Japon est un cas tristement exemplaire. Mais il n'est pas le seul.

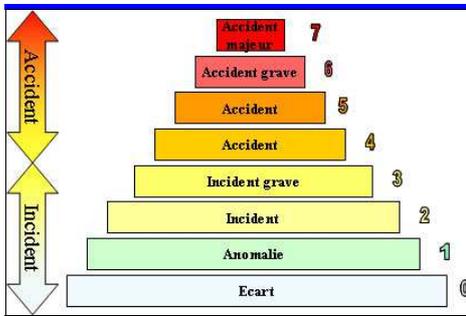
La collusion entre les opérateurs, les institutions étatiques, une partie du monde de la recherche et des grands médias (ce que l'on nomme, ici, le "village nucléaire") n'est pas le triste privilège du Japon.

Voilà deux semaines, les autorités taïwanaises ont révélé qu'une des centrales de l'île avait enregistré pendant trois ans des fuites d'eau contaminée, ouvrant un débat sur la sécurité du nucléaire. En Corée du Sud, l'opinion s'inquiète : le 21 août, un des six réacteurs de la centrale de Yeonggwang a cessé de fonctionner. A la suite d'un scandale de faux certificats de sécurité de pièces détachées, qui a éclaté en novembre 2012, trois réacteurs ont été arrêtés pour enquête sur les pots-de-vin qui ont accompagné ces falsifications. La Corée du Sud, qui dispose de 23 réacteurs, envisage d'en construire 16 autres d'ici à 2030, pour faire passer la part de l'électronucléaire de 30 % à 59 %. Mais le nombre de Coréens favorables à l'énergie nucléaire était tombé de 71 % à 35 % cette année. Avivée par la catastrophe de Fukushima, la crise de confiance en l'énergie nucléaire – ou du moins en la manière dont elle est gérée – tend à s'étendre au-delà de l'Archipel. **pons@lemonde.fr (en ligne : Le Monde)**

Fukushima : Une fusion en plein air à Fukushima ? L'augmentation du taux de radiation ne peut pas s'expliquer juste par des fuites aléatoires

Par Christopher Busby le 2 septembre 2013
European Committee on Radiation Risk
www.euradcom.org/

La dernière augmentation du taux



de radiation à la centrale de Fukushima pourrait suggérer qu'il ne s'agit pas seulement d'autres fuites d'eau sur le site, mais qu'une fusion est en train de s'opérer à l'extérieur du réacteur abîmé, explique Chris Busby, du Comité Européen sur les Risques Radioactifs.

L'augmentation de la radiation est trop significative pour être imputée à des fuites aléatoires d'eau, croit Busby.

RT : la situation au Japon serait devenue très sérieuse ?

C. Busby : je pense que nous avons ici une indication de la très soudaine et significative détérioration durant la semaine passée. Ce qu'ils ne disent pas et qui est la pièce manquante est que les radiations ne peuvent pas tout d'un coup augmenter sans que quelque chose se passe et ce quelque chose ne peut pas être une fuite venant de la centrale, car les radiations gamma va droit dans un réservoir. Le réservoir a de très minces murs de métal. Ces murs peuvent seulement atténuer les radiations gamma de 5% même s'ils sont d'un cm d'épaisseur.

Différents nouveaux enregistrements de radiation haute ont été détectés pendant l'inspection journalière samedi et ceci à proximité des réservoirs où est stockée l'eau radioactive. Ceci a obligé l'opérateur à admettre qu'il y avait plus que des fuites à la centrale nucléaire de Fukushima totalement abîmée.

Auparavant, l'autorité Réglementaire Nucléaire du Japon avait relevé l'évaluation de la fuite radioactive d'eau après le tsunami de Fukushima au Niveau 3 - "un incident sérieux" à une échelle internationale de radioactivité.

Bien qu'ils puissent penser que ceci est une fuite du réservoir - et il peut bien sûr y avoir des fuites du réservoir -, **cette augmentation soudaine de 1.8 Sieverts par heure est une énorme dose qui peut probablement tuer quelqu'un entre 2 et 4 heures.**

Aujourd'hui il y a eu une autre fuite trouvée à 1.7 Sieverts par heure plus ou moins au même endroit. Cette énorme augmentation de la radiation, signifie, selon moi, que quelque chose a lieu à l'extérieur des réservoirs, qu'une certaine fission radioactive se produit, comme un réacteur en plein air, si vous voulez, sous la terre.

RT : Quel impact cela aura-t-il sur l'opération de nettoyage et sur ceux qui sont impliqués dans cette opération ?

C.B : tout d'abord, il est clair que la situation est hors contrôle et ensuite que personne ne peut s'approcher de l'endroit. Personne ne peut aller mesurer où sont ces fuites et faire quoi que ce soit à leur sujet parce que personne ne peut s'approcher d'une telle zone sans risquer de mourir très vite. Ils seraient sérieusement atteints.

RT : Alors il est vraisemblable que quelqu'un qui était là précédemment sans savoir que les niveaux de radiation étaient si hauts, est en danger maintenant ?

C.B : je pense que beaucoup de personnes vont mourir des conséquences de ceci comme les liquidateurs sont morts après Tchernobyl. Ils sont morts environ au cours des dix années suivant l'accident.

RT : Pourquoi a TEPCO n'a-t-il pas réussi à contenir la radiation ?

C.B : Je pense que personne ne s'est en réalité rendu compte combien la situation était grave parce que les industries nucléaires inter-

Le risque de cancer des enfants de Fukushima est très sous-estimé <http://fairewinds.org/>

$s=cancer+risk+young+children+near+fukushima$
<http://vimeo.com/35212151#>

Ainsi, les jeunes filles dans la préfecture de Fukushima vont avoir **5 fois plus de risques** qu'en théorie pour une exposition de 2 Rems. Cela signifie qu'environ une jeune fille sur 100 va avoir un cancer à la suite de l'exposition dans la préfecture de Fukushima. Et cela pour chaque année passée dans cette zone de rayonnement. **Après 5 ans de séjour, le risque est que 5 jeunes filles sur 100 auront un cancer.**

Article de Marc Molitor, journaliste belge qui nous apprend que des experts du monde nucléaire s'indignent de la minimisation par l'AIEA des conséquences sanitaires de Fukushima.

http://www.rtf.be/info/societe/detail_les-delegues-belges-indignes-on-minimise-les-consequences-de-fukushima?id=8042566

nationales ont tellement essayé de la minimiser, qu'ils en sont venus à l'idée que d'une façon ou d'une autre elle peut être contrôlée. Tandis que depuis le début, elle ne pouvait jamais être contrôlée.

J'ai récemment vu une photographie prise d'avion, sur laquelle l'eau de l'Océan Pacifique semble bouillir. Eh bien, elle ne bout pas. Vous pouvez voir que c'est chaud. La vapeur se détache de la surface. Il y a une condensation de brouillard sur la zone de l'océan près des réacteurs, ce qui signifie que l'eau chaude entre dans le Pacifique, ce qui signifie que quelque chose fissionne tout près du Pacifique et **ce n'est pas à l'intérieur des réacteurs, ce doit être à l'extérieur des réacteurs à mon avis.**

RT : avant tout ceci, l'industrie nucléaire internationale devrait être venue à l'aide de TEPCO ?

CB : Oui. Ils devraient l'avoir fait. Ceci n'est pas une affaire locale. Ceci est une affaire internationale. Je ne pourrais pas dire pourquoi ils ne l'ont pas fait. Je pense qu'ils espèrent tous que rien n'arrivera, espérant que tout ceci partira et ils croisent leurs doigts Mais depuis le début il était tout à fait clair que c'était très sérieux et qu'il était vraisemblable que ça allait aller de plus en plus mal.

Et maintenant il semble soudainement que la situation s'est beaucoup détériorée et aggravée. Si cette photographie que j'ai vue est vraie, ils devraient commencer à évacuer les gens au delà d'une zone de 100 kilomètres.

RP : Ainsi ne seraient pas seulement en danger ceux qui vivent dans le voisinage mais aussi ceux dans une périphérie de 100 km ?

CB : S'il ne s'agit pas d'une photographie truquée, mais si elle est vraie et que ces niveaux de 1.8 Sieverts par heure sont vrais, je dis que quelque chose de très sérieux est arrivé et je pense que les gens devraient commencer à partir.

RP : Puisque la radiation fuit dans l'océan, y aura-t-il un impact écologique majeur ailleurs ?

CB : Bien sûr. Ce qui arrive c'est que se déplace toute la radioactivité de haut en bas le long de la côte jusqu'à Tokyo. J'ai vu une déclaration faite par le maire de Tokyo disant que ceci n'affectera pas la prise en considération de la demande de Tokyo pour les Jeux Olympiques. J'ai en réalité pensé qu'ils devraient envisager d'évacuer Tokyo. C'est très, très sérieux.

Fukushima = 4 catastrophes nucléaires majeures, il est temps de le reconnaître !

<http://groupes.sortirdunucleaire.org/Petition-Fukushima?o=U>

CATASTROPHE n°1 : fusion du cœur du réacteur N°1
• CATASTROPHE n°2 : fusion du cœur du réacteur N°3
• CATASTROPHE n°3 : fusion du cœur du réacteur N°2
• CATASTROPHE n°4 : plus gros rejet radioactif en mer de l'Histoire
Pourtant, les autorités n'ont décrété qu'une seule catastrophe de niveau 7. Arrêtons le mensonge ! Il est temps que ces 4 catastrophes nucléaires majeures soient admises en tant que telles.

En solidarité avec le peuple japonais et pour que les multiples catastrophes de Fukushima soient enfin reconnues, mettons la pression sur les autorités internationales pour que toute la lumière soit faite sur la réalité à Fukushima.

J'exige de l'Agence Internationale pour l'Energie Atomique (AIEA)

qu'elle classe les 4 catastrophes de Fukushima en tant qu'accidents majeurs, soit au niveau 7, le niveau maximal de l'échelle internationale INES [1] de classement des accidents nucléaires.



Il faut que cesse la confusion entre ENERGIE et ELECTRICITE.

Proposer le remplacement du nucléaire par des centrales au charbon ou au gaz ne suscite plus autant d'opposition qu'il y a quelques années. Cette substitution pose la question relative aux gaz à effet de serre : quel va être l'impact en gaz à effet de serre ?

Il existe une grande confusion, malheureusement fort répandue chez les écologistes, entre énergie et électricité.

L'électricité est produite essentiellement avec du fossile dans le monde et essentiellement avec du charbon. Le nucléaire est non seulement marginal mais en déclin ; sa part dans le mix énergétique mondial ne représente plus que de 2 % de la consommation finale d'énergie.

L'énergie, c'est d'abord le pétrole. Le pétrole c'est le sang de notre civilisation. Peu coûteux à extraire, il est au cœur de l'organisation libérale et productiviste du monde, c'est lui qui permet l'utilisation des automobiles, des avions, des machines agricoles, des cargos...et de beaucoup de machines industrielles. Il est également au cœur de la société de consommation : la quasi des objets qui nous entourent, sont issus du pétrole.

Or, la voiture et son monde, les avions, l'agriculture productiviste, ... sont à l'origine de l'essentiel des gaz à effet de serre; d'après le site *manicore.com*, la consommation de pétrole expliquerait 35 % des gaz à effet de serre contre 22 % pour le charbon et 20 % pour le gaz. C'est volontairement que nous avons omis de parler du méthane et autres GES et de nous concentrer sur le CO2.

Pétrole	35 %
Charbon	22 %
Gaz	20 %
Total	75 %

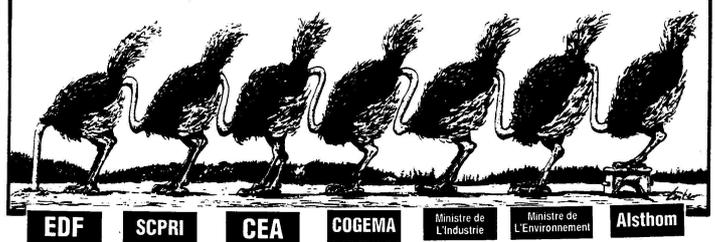
Nous passerons sur les incertitudes relatives à la contribution des différentes sources aux gaz à effet qui peut varier énormément selon les auteurs, par exemple pour le nucléaire de 6 g/KW pour « *manicore.com* » à 120 g/KW selon d'autres sources.

Or, contrairement à ce qui est avancé dans ce site, la production d'électricité n'est pas la principale cause de production des gaz à effet de serre.

Si l'on tient compte de la répartition de ces sources d'énergie dans la production d'électricité mondiale, l'électricité représente 25 % de la demande d'énergie finale et provient pour 39 % du charbon, 19 % d'énergies renouvelables, 15 % du nucléaire, 20 % du gaz et 7 % du pétrole (*goodplanet.info*). Ce qui signifie que la contribution des fossiles à l'émission de gaz à effet de serre en dehors de la production d'électricité se répartirait ainsi :

Et donc la contribution des gaz à effet de serre du charbon et du gaz serait de 13,42 % + 16% = 29,42 % hors électricité et celle du pétrole de 32,55 % hors électricité.

Ressources	Part dans émission de GES	Part ressources dans pion d'électricité	Part ressources dans émission GES pour pion d'électricité	Contribution ressources hors électricité
Pétrole	>35 %	>7%	35%*7% = 2,45 %	35 %-2,45 % = 32,55%
Charbon	>22 %	>39%	22%*39% = 8,58 %	22 %-8,58 % = 13,42 %
Gaz	> 20%	>20%	20%*20% = 4 %	20 %-4 % = 16 %
Nucléaire		>15%		
Renouvelable		>19%		
Total	75 %	100 %	15 %	61,97 %



Mais si l'on compare la contribution à l'émission des gaz à effet de serre des fossiles consacrée à produire de l'électricité elle n'est plus que de 15 % (8,55%+4%+2,45%), contre 61,97 % (13,42 %+16%+32,55 %) pour la part consacrée à l'énergie.

Deux conclusions s'imposent :

1) Le pétrole et son monde expliquent bien l'essentiel des gaz à effet de serre.

Dans ces conditions, la meilleure façon de lutter contre les gaz à effet de serre c'est de réduire les émissions dues au pétrole et à son monde. De relocaliser les économies, c'est-à-dire de lutter contre le libéralisme et sa division internationale du travail qui nécessite un recours sans cesse croissant au pétrole ; des crevettes pêchées en Thaïlande sont décortiquées dans un autre pays, conditionnées dans un troisième, pour les être vendues dans un quatrième pays et faire ainsi le tour du monde ! ...Lutter contre le pétrole et son mode c'est questionner l'usage de l'automobile, des transports aériens, le choix de l'agriculture productiviste forte consommatrice de pesticides, etc.... et c'est engager une réflexion sur la sobriété, les produits, leur usage : de quoi avons-nous réellement besoin ? Qu'on réduise drastiquement l'usage de l'automobile, des transports aériens, que l'on remette en cause l'agriculture productiviste et forte consommatrice de pesticides, etc....

Une fois le nucléaire arrêté, nous pourrions réfléchir plus sereinement à la meilleure organisation sociale, politique et économique qui nous permettrait de dépasser la société productiviste dans laquelle nous vivons. Celle-ci nous broie dans un étouffement constitué d'un côté par la disparition des ressources naturelles non renouvelables et de l'autre l'augmentation des déchets de toutes sortes et pas seulement des gaz à effet de serre.

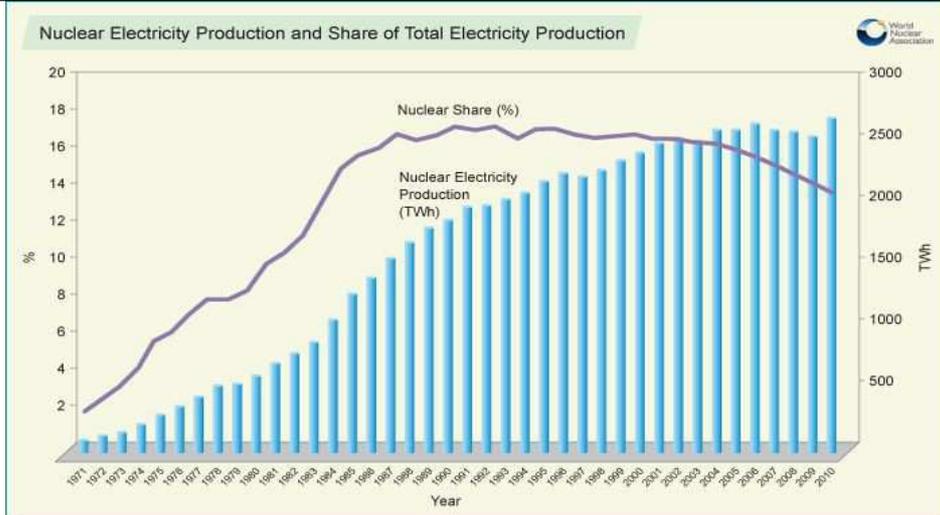
2) Contrairement à ce que veut nous faire croire le Réseau sortir du nucléaire , le mouvement antinucléaire n'est pas uni et il existe bien deux transitions énergétiques :

Une qui tolère le nucléaire durant 22 ans, c'est celle de Négawatt par exemple, mais largement reprise par le Réseau Sortir du Nucléaire, en partant de la confusion majeure dénoncée ci-dessus,

une autre qui exige l'arrêt immédiat du nucléaire et tolère les centrales thermiques fossiles charbon, ou gaz tout en sachant qu'on peut dans le même temps réduire les gaz à effet de serre, parce qu'elle ne confond pas ENERGIE et ELECTRICITE.

Jean-Luc Pasquinet

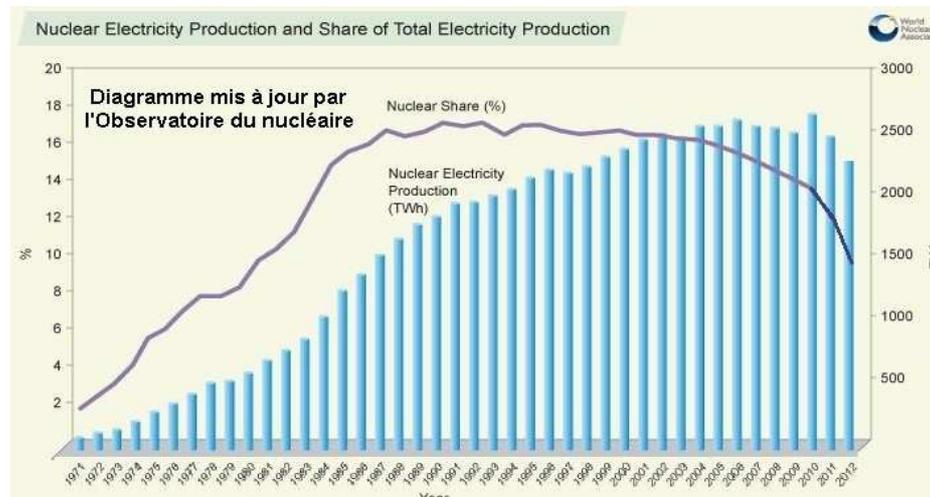
Article proposé par Patrice Kappel SDN 81



Effondrement de la part du nucléaire dans la production mondiale d'électricité Document publié le 1er juillet 2013

1) Diagramme "Nuclear electricity production and share of totale electricity production" - Mise à jour ordinaire de la WNA début 2011 (avec les chiffres de 2010, c'est à dire avant la prise en compte des conséquences de Fukushima)

Désinformation : un graphique incomplet qui change les perspectives....



2) Diagramme "Nuclear electricity production and share of totale electricity production" - Mise à jour 2013 (avec les chiffres 2012) effectuée par l'Observatoire du nucléaire en réintégrant la courbe censurée par la WNA

Quadruple victoire de l'Observatoire du nucléaire sur l'industrie de la voiture électrique... et nucléaire

Com. du 26/8/13
- Non, la voiture électrique n'est pas "propre" ni "écologique". Oui, elle est polluante... en particulier lorsqu'elle est rechargée comme en France avec des centrales nucléaires

- Avant l'audience du 6 septembre 2013 du Jury de déontologie publicitaire, saisi par l'Observatoire du nucléaire, Renault, Citroën, Bolloré et Opel avouent leurs fautes et rectifient leurs publicités. Par contre, Nissan continue à ce jour sa désinformation...

L'Observatoire du nucléaire est d'ores et déjà assuré de remporter, vendredi 6 septembre 2013, une victoire fracassante sur la désinformation opérée par les industriels de la voiture électrique... et nucléaire. En effet, convoqués par le Jury de déontologie publicitaire sur saisine de l'Observatoire du nucléaire, les industriels Renault, Citroën, Bolloré et Opel ont reconnu leurs torts avant même l'audience et ont immédiatement rectifié leurs publicités :

Renault : "La mention du caractère écologique du véhicule électrique ZOE sans aucune relativisation est, en effet, contraire aux engagements que nous avons pris (...) en signant la charte pour une communication responsable. Nous avons en conséquence apporté les modifications nécessaires, dès réception de votre courrier."

Citroën : "Cette page concernant la C-Zéro (...) intègre effectivement des termes contraires à la SNDD (stratégie nationale du développement durable) (...) J'ai donc fait procéder immédiatement à la correction de cette page dès réception de votre courrier..."

Opel - General Motors : "La communication sur l'Opel Ampera à laquelle vous vous référez (...) est en effet inexacte et maladroite aussi, à récep-

tion de votre courrier, nous l'avons immédiatement corrigée..."

Bolloré fait pour sa part preuve d'une réelle mauvaise foi en tentant de justifier ses allégations concernant le caractère prétendu "propre" de sa Bluecar, mais "consent" quand même à revenir à la raison : "Néanmoins, afin de ne pas créer de confusion dans l'esprit du consommateur, nous consentons à retirer le mot "propre" de notre publicité..."

Nissan est par contre, à ce jour, resté totalement muette et son site Internet consacré au modèle électrique Leaf continue à affirmer de façon sidérante que ce véhicule "n'a AUCUN impact sur l'environnement". Pour s'éviter de fâcheuses conséquences, Nissan a encore la possibilité de faire amende honorable d'ici le 6 septembre...

L'Observatoire du nucléaire rappelle donc **qu'un véhicule, électrique ou non, n'est JAMAIS "propre" ou "écologique", et ce pour quatre raisons principales** :

- la construction de tout véhicule nécessite des matières premières et de l'énergie dont l'extraction et la production ont inévitablement des impacts sur l'environnement.

- tout véhicule motorisé utilise des pièces et éléments extrêmement polluants, en particulier les pneus et les batteries.

- tout véhicule représente une certaine quantité de déchets lorsqu'il arrive en fin de vie.

- enfin, l'énergie utilisée pour faire fonctionner un moteur est toujours cause de pollution.

Ce dernier point est bien connu lorsqu'il s'agit d'un véhicule thermique utilisant un carburant issu du pétrole ou du gaz, mais c'est aussi le cas pour un véhicule fonctionnant à l'électricité, par exemple lorsque cette dernière est produite par des centrales nucléaires car celles-ci occasionnent d'importants rejets radioactifs et chimiques

dans leur environnement et produisent des déchets radioactifs qui vont rester dangereux pendant des millénaires.

L'industrie de l'atome est d'ailleurs responsable de nombreuses autres pollutions tout au long de sa chaîne, de la mine d'uranium au stockage des déchets radioactifs. Il est de fait dérisoire de prétendre, comme c'est trop souvent le cas, que c'est en France que les véhicules électriques sont "les plus propres" du fait que l'électricité y est à 75% d'origine nucléaire.

D'autre part, c'est avec mauvaise foi que des constructeurs communiquent sur le fait que les voitures électriques n'occasionnent aucun rejet "en fonctionnement", ou "à l'usage" : ces rejets ont en effet eu lieu au préalable lors de la production de l'électricité, la voiture électrique ne fait finalement que déplacer la pollution dans le temps et dans l'espace, mais elle ne la réduit absolument pas.

La collusion entre les industriels de l'automobile et ceux de l'atome se concrétise par ailleurs autour du projet de compteur "intelligent" Linky, véritable cheval de Troie qui doit être installé massivement en France chez les citoyens pour leur faire consommer plus d'électricité, pour installer un parc de voitures électriques rechargées par les centrales nucléaires, mais aussi pour recueillir sur la population d'innombrables informations qui seront utilisées à des fins commerciales puis policières. L'Observatoire du nucléaire reviendra sous peu sur ce dossier crucial.

Rappelons enfin que, sous peine de disparaître, l'Observatoire du nucléaire est obligé de remporter une nouvelle victoire contre un géant de l'industrie et du mensonge, la multinationale Areva, lors du procès qui aura lieu le 20 décembre 2013 au Tribunal de grande instance de Paris.

L'hommage de Serge Latouche à Albert Jacquard : il était "un citoyen du monde qui sait encore habiter la terre en poète". Et un objecteur de croissance, à l'arithmétique impitoyable.

Ensemble, construisons un monde meilleur en relevant le défi climatique • Let's build a better world under the climate challenge • Egharimti mundu hode bai eraki dezagun, erorka klimateko sarre eguzti • جتمعا من أجل بناء عالم أفضل برفع التحدي المناخي

BAYONNE
Le Village des alternatives

6/10/13

ALTERNATIBA

REPORTERRE
Le site de l'écologie
www.reporterre.net

basal

bizi!
www.bizimugi.eu

Un autre monde est en marche le 5 et 6 octobre à Bayonne et à Villeneuve/lot



Horizon Vert :

- Samedi 5 octobre à 14h : « le nucléaire, de la nécessité d'en sortir au plus vite » et à 17h atelier "contrôler et réduire sa facture énergétique"
- dimanche 6 octobre à 11h atelier "comment bien isoler sa maison de manière écologique" et à 15h30 table ronde "la transition écologique un préalable incontournable pour la transition énergétique"

Autrement dit, il faut associer sortie du nucléaire et maîtrise du changement climatique avec un changement radical des modes de vie auxquels le capitalisme nous a habitués depuis une trentaine d'années. Il ne faut pas être naïf. (Herve Kempf)

Oui, la société civile bouge, invente, crée, innove hors de la logique de compétition et d'accumulation du capital. Mais si elle le fait à l'écart de la société des dominants, c'est parce que les dominants sont contre le mouvement, l'invention, la création et l'innovation, dès lors que ceux-ci se déroulent hors des schémas capitalistes. Et donc, on ne pourra vraiment faire passer cette inventivité à une autre échelle, faire qu'elle ne soit plus à la marge, mais qu'elle devienne le centre de gravité du nouveau monde, seulement si l'on comprend l'irréductible distance qui existe aujourd'hui entre la vie des gens et la pensée des dominants et si l'on assume le conflit nécessaire. (H.Kempf, maintenant journaliste à Reporterre)

Reporterre
le quotidien de l'écologie

www.reporterre.net

http://www.romandie.com/news/n/ solaire_et_eolien_encore_a_l_arret_en_France_au_2e_trimestre77300820131939.asp

Solaire et éolien encore à l'arrêt en France au 2e trimestre

PARIS - Les raccordements de nouvelles éoliennes et parcs solaires en France ont de nouveau affiché des performances médiocres au deuxième trimestre, avec des niveaux encore au plus bas depuis au moins quatre ans, selon des statistiques officielles publiées vendredi.

Entre avril et juin, le parc éolien français ne s'est accru que de 118 mégawatts, selon le Commissariat général au développement durable. C'est un peu mieux qu'au premier trimestre (80 mégawatts) mais moins qu'au 2e trimestre 2012 (148 mégawatts).

Le score est surtout très loin du rythme d'environ 300 mégawatts par trimestre de 2009-2010 et d'environ 200 constaté en 2011-2012.

La même morosité prévaut côté photovoltaïque: le parc français n'a progressé que de 100 mégawatts au 2e trimestre, soit le niveau atone observé depuis le 4e trimestre 2012 et une chute de 71% par rapport à l'an dernier.

Sur les six premiers mois de l'année, 208 mégawatts ont été connectés, contre environ 770 mégawatts au premier semestre 2012 et autant durant la première moitié de 2011.

Au 30 juin, le parc éolien français affichait une puissance totale de 7.821 mégawatts (+3% par rapport au 31 décembre) et le parc solaire de 4.263 mégawatts (+5%).

Face à cette atonie, l'ex-ministre de l'Energie et de l'Ecologie Delphine Batho avait lancé des mesures de relance en janvier. Mais celles-ci ne devraient pas avoir d'impact avant

2014, selon le gouvernement.

En 2020, la France espère disposer de 19.000 mégawatts d'éolien terrestre. Au rythme du premier trimestre 2013, cet objectif ne serait atteint qu'en 2037, selon un calcul effectué par l'AFP.

Pour le solaire, l'objectif de 5.400 mégawatts au même horizon devrait quant à lui être largement atteint, mais le rythme actuel jette une sérieuse ombre sur la crédibilité de relever cet objectif, sauf importantes mesures de soutien supplémentaires.

Dans un communiqué, le Syndicat des Energies renouvelables (SER) a d'ailleurs jugé que ces chiffres imposaient un plan de relance.

Comme nous le craignons, les mesures d'urgence adoptées en début d'année se sont malheureusement avérées insuffisantes pour endiguer la baisse des marchés, a déploré son président Jean-Louis Bal. (©AFP / 30 août 2013 19h36)



Tous on croit à l'invention de l'action collective et ce rassemblement est bien le fruit du boulot collectif. Merci aux 200 personnes qui ont rejoint ces pelouses que le tori de la paix de Négajoule et la sculpture iconoclaste de radiateurs électriques ont marqué de nos rêves ou refus.

Oui **200 personnes mais 5000 tracts distribués** essentiellement dans le 47 et le 82 mais aussi le 46, le 32 etc...; tract que nous avons voulu informatifs. Un rassemblement qui a donc permis une information conséquente dans la région autour de Golfech.

Les 3h devant la centrale ont été émaillées de nos conversations joyeuses car un rassemblement est aussi moment d'amitié, mais aussi d'actions des groupes de la coordination sud-ouest. Le Cant de Toulouse venu en bus "convivial" a créé la sculpture ; du bus de Tchernoblye venu en force cette année, sont nés le tori de la paix, une chorale extrêmement dynamique et les roulements de bidon punctuant prises de parole et actions. Prises de paroles diverses elles-aussi venues des groupes de la coordination mais aussi une première celle de Chantal Lhoir de l'assos des malades de la thyroïde. Après la mise à feu (presque solaire) de la centrale de carton initiée par Philippe du Lot et Roland du 82 c'est à pied qu'on a rejoint **le théâtre place de Golfech**. Sur la scène installée grâce à Alain nous attendait les 7 acteurs de la troupe de **Brut de Béton**. Encore un moment de partage sur cette place, autour de "**L'impossible procès**" exutoire/catalyseur de nos rires grinçants ou libérateurs, mais aussi formation accélérée et ludique de ce qui fait notre refus du nucléaire (dixit une copine). Les applaudissements ravis et joyeux ont récompensé la troupe. La revue "Atomes crochus distribuée a permis de partir avec des arguments essentiels.

Procès de nucléaire place de Golfech



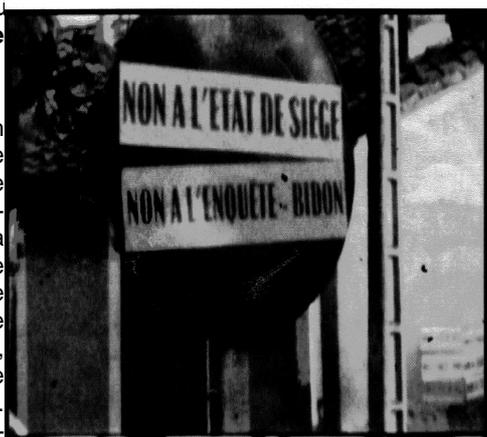
Photo et sono Jim Rowe

Le CRAS (Centre de recherches sur l'alternative sociale) édite un DVD Enquêté d'hostilité publique, film de F. Bujan tourné en 1979, commenté par C.H. Mathais, musique de D. Calvet – 56 minutes. Film en vente 7€ (port compris) à l'ordre du CRAS (BP 51026 - 31010 Toulouse cedex 06)

Mémoire d'une bataille perdue, le film Enquête d'hostilité publique, retrace un temps fort de la mobilisation contre le projet de centrale nucléaire à Golfech dans le Tarn-et-Garonne : la consultation bidon d'utilité publique de la population locale en 1979. Quoique s'étalant sur une très courte période de l'histoire des luttes antinucléaires, il n'en reste pas moins un témoignage instructif pour la résistance présente. Peu diffusé, la bobine fut malheureusement mise aux oubliettes. C'est vingt ans après sa réalisation, à l'occasion de la sortie du livre Golfech, Le nucléaire : implantation et résistances* qu'elle fut cherchée et archivée par le CRAS, puis remise en circulation en format DVD.

ENQUÊTE D'HOSTILITE PUBLIQUE

CENTRALE NUCLEAIRE DE GOLFECH - 1979



Réalisation F. Bujan
Commentaires C. H. Mathais
Musique D. Calvet
(56 mn)

Coordination antinucléaire du sud-ouest :

- 09 EELV Ariège
- 12 Serenes Sereines : Guy Pezet
guypezet@orange.fr—Charlotte VdeV. 05 65 45 70 55
- 31 Amis de la Terre Midi Pyrénées et CANT :
<http://saint.aroman.marc.free.fr>
Daniel Roussée : 06.61.97.83.2832 :
- 32 Ende Doman – 32400 Fustérouau
Henri Chevalier tél.05.62.09.08.25.
NPA : npa32gers@gmail.com;
- 33 Tchernoblye : tchernoblye.free.fr,
Olivier Debelleix ol.deb@free.fr 06 32 15 78 44
Négajoule : JM Louvet negajoule.free.fr
- 46 SDN Lot : Philippe CRUZEL
philippe.cruzel@orange.fr
Michel Lablanquie <http://leliencommun.org/sdnlot>
Mouvement Citoyen Lotois pour la Sortie du Nucléaire
Jean-Luc Vialard - mcnl@free.fr
- 47 Stop Golfech-VSDNG 148 Rue Gérard Duvergé-47000 Agen .
André Crouzet 06 85 22 71 33
moniqueguittenit47@orange.fr ,
- 81 SDN81 Patrick Kappel ordonaizer@hotmail.com
- 82 SDN 82 Roland Portes
rolandrolandportes@orange.fr

Lien Réseau : <http://groupes.sortirdunucleaire.org/>



Chorale de Greenpeace 28-4 à Golfech, photos SAM

prochain journal début mars 2014 Envoi des articles à moniqueguittenit47@orange.fr
Merci à ceux qui ont renouvelé leur soutien parfois très généreux

ON LÂCHE RIEN ! On est là pour dénoncer :

p.2 PPI à Golfech,
p.3 et 4 le nucléaire militaire, Négajoule
P.6 et 7 santé et radioactivité
p7 à 12 les pollutions autorisées ou pas de Golfech, les incidents déclarés ou mis sous le tapis

P.14 –15 luttes diverses
P.15-16 Fukushima
On propose
p.17 arrêt du nucléaire et option thermique
On gagne
p.13 la victoire du Réseau contre la centrale de

Bugey, blocage à Comurhex, THT p.14 Observatoire du nucléaire contre voiture électrique p.18

on trace un nouveau monde
p.19 et 20

ABONNEMENT ANNUEL

A STOP-GOLFECH:

8€ et plus...

NOM _____

Prénom _____

ADRESSE _____

COTISATION DE SOUTIEN

A VSDNG:

12€ et plus...

NOM _____

Prénom _____

ADRESSE _____

Stop Golfech

Journal de la coordination antinucléaire Stop Golfech
Dépôt légal : 20 Juin 1991
Commission paritaire 0307 G 81372
ISSN 1253-286X
Imprimerie ICA Concept
39-41 Avenue Jean Jaurès 47000 Agen
Directeur de publication : William Soubiran
Rédacteurs : A.Crouzet, M.Guittenit, M.St Aroman
Pigiste : Ch. Guittenit
Envoi : P.Habit, Ch.Lamas,
J.Rosales, M.Prévoit
Adresse du journal : VSDNG,
Solidarite Inter Association
148 rue Gérard Duvergé, 47000 Agen
Tel 05 53 95 02 92 (Monique)